

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1782

24 juillet 2013

### SOMMAIRE

Anga S.A. ....	85490	Dafofin Five S.A. ....	85535
Atelier d'Architecture Beng .....	85516	Danske Invest SICAV .....	85515
Bay Invest S.A. ....	85516	Daufagne S.A. ....	85536
BB Investissement S.A. ....	85514	Direct Marketing Services S.A. ....	85516
BEA Investments S.A. ....	85514	Dose S.A. ....	85536
Benelux Centres Commerciaux S.A. ....	85514	Gulliver S.à r.l. ....	85524
Beteris S.A. ....	85516	Hammerhead Investments S.A. ....	85523
Beteris S.A. ....	85517	Hanota S.A. - SPF .....	85524
Beyla Investments S.A. ....	85519	HCA New Luxembourg 2 .....	85523
Bridgepoint Europe IV Investments (2) S.à r.l. ....	85519	Heron Immobilier Luxembourg S.A. ....	85524
Brixton Holdings S.à r.l. ....	85519	HOS111 S.A. ....	85523
Brookwood S.à r.l. ....	85519	Imagine Finance S.à r.l. ....	85520
Cabot Financial (Luxembourg) S.A. ....	85531	Imagine Finance S.à r.l. ....	85522
Cape North S.A. ....	85531	Index Me .....	85522
Casan S.A. ....	85517	INFICO International Finance and Investment Company S.A. ....	85522
CBA Investment .....	85532	INFICO International Finance and Investment Company S.A. ....	85520
Centrum Saint Petersburg S.à r.l. ....	85514	INFICO International Finance and Investment Company S.A. ....	85522
C.G. Consulting .....	85517	Intertravel Sàrl .....	85521
Cole Objekt Sossenheim GmbH .....	85533	Invision S.A. ....	85520
Cole Objekt Theresienhöhe GmbH .....	85533	Ivy Investments S.A. ....	85521
Collignon Luxembourg S.à r.l. ....	85532	Jl Energy S.A. ....	85518
Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A. ....	85534	Joal S.à r.l. ....	85518
Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A. ....	85534	J.P. Lasserre S.à r.l. ....	85521
Comptalux S.A. ....	85532	K.E. S.à r.l. ....	85518
Comura S.A. ....	85515	Kipanya S.A. ....	85520
Conventum Asset Management .....	85535	L.F.A. Hold A.G. ....	85518
Corporate X .....	85494	Mouzara S.A., SPF .....	85527
Crystal Carmine S.A. ....	85533	PAH Luxembourg 1 Sàrl .....	85524
CXI Communications S.à r.l. ....	85515		

**Anga S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 177.802.

---

**STATUTS**

L'an deux mille treize.

Le quatre juin.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

**A COMPARU:**

La société anonyme DELTA LOGIC S.A., ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 54.357,

ici représentée par Madame Sophie BATARDY, employée privée, demeurant professionnellement à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 2 avril 2013

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

La société comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (ci-après les Statuts) d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme - Dénomination.** Il est établi une société anonyme sous la dénomination de ANGA S.A. (ci-après la Société).

La Société peut avoir un associé unique (l'Associé Unique) ou plusieurs actionnaires. La société ne sera pas dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique.

**Art. 2. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville. Il pourra être transféré dans les limites de la commune de la Ville de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

**Art. 3. Durée de la Société.** La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 19. ci-après.

**Art. 4. Objet Social.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut cependant participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations, financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles, qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

**Art. 5. Capital Social.** Le capital social est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (€ 31.000,-), représenté par mille (1000) actions d'une valeur nominale de TRENTE ET UN EUROS (€ 31.-)

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

**Art. 6. Transfert des Actions.** Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

**Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société.** Dans l'hypothèse d'un associé unique, l'Associé Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé

Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, chaque année le troisième vendredi du mois de juin à 14.00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Les autres Assemblées Générales pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

**Art. 8. Délais de convocation, Quorum, Procurations, Avis de convocation.** Les délais de convocation et quorum requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, par câble ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

**Art. 9. Administration de la Société.** Dans ces Statuts, toute référence au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un associé unique.

Tant que la Société n'a qu'un associé unique, la Société peut être administrée seulement par un administrateur unique qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société (l'Administrateur Unique). Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'Assemblée Générale doit nommer au moins deux (2) nouveaux administrateurs en plus de l'Administrateur Unique en place. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Toute référence dans les Statuts au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (lorsque la Société n'a qu'un associé unique) tant que la Société a un associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la Loi sur les Sociétés de 1915).

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou pour toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

**Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration doit nommer un président (le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Associé Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommeront un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

Tout membre du Conseil d'Administration peut se faire représenter à toute réunion du conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, à un autre administrateur comme son mandataire.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

L'article 10 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

**Art. 11. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et des résolutions de l'Administrateur Unique.** Les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration seront signés par le Président qui en aura assumé la présidence. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique seront signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

**Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'Administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

**Art. 13. Délégation de pouvoirs.** Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, sans l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

**Art. 14. Signatures autorisées.** La Société sera engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par:

- (i) la signature individuelle de l'administrateur unique, ou
- (ii) les signatures conjointes de deux administrateurs de la Société, ou
- (iii) la signature individuelle de l'administrateur-délégué dans le cadre de la gestion journalière de la société, ou
- (iv) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

**Art. 15. Commissaire aux comptes.** Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

**Art. 16. Exercice social.** L'exercice social commencera le 1<sup>er</sup> janvier et se terminera le 31 décembre.

**Art. 17. Affectation des Bénéfices.** Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en Euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et devront être payés aux lieux et places choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

**Art. 18. Dissolution et Liquidation.** La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 8. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

**Art. 19. Modifications statutaires.** Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

**Art. 20. Droit applicable.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

### *Dispositions transitoires*

- a) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.
- b) La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2014.
- c) Exceptionnellement, le premier président du conseil d'administration peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires, désignant le premier conseil d'administration.

### *Souscription*

Les mille (1000) actions ont été souscrites par la société anonyme DELTA LOGIC S.A., ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 54.357.

Toutes ces actions ont été immédiatement et entièrement libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (€ 31.000,-), se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille deux cents Euros (€ 1.200,-).

### *Résolutions de l'associé unique*

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

- 1) La société va émettre des actions au porteur.
- 2) Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3).

Ont été nommés administrateurs:

- Monsieur Nico HANSEN, employé privé, né à Differdange, le 31 mars 1969, demeurant professionnellement à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur,
- Madame Sophie BATARDY, employée privée, né à Lille (France), le 22 janvier 1963, demeurant professionnellement à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur,
- Monsieur Nikolas SOFRONIS, employé privé, né à Gosselies (Belgique), le 15 mars 1965, demeurant à L-7372 Lorentzweiler, 52c, route de Luxembourg.

- 3) Le nombre des commissaires est fixé à un (1):

Est nommé commissaire:

La société à responsabilité limitée MGI FISOGEST S.à r.l., avec siège social à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 20.114.

- 4) Le premier mandat des administrateurs et du commissaire expirera à l'assemblée générale de 2018.
- 5) Monsieur Nikolas SOFRONIS, prénommé, est nommé président du conseil d'administration.
- 6) Le conseil d'administration est autorisé à nommer un ou plusieurs de ses membres aux fonctions d'administrateur-délégué.
- 7) Le siège social est fixé à L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné à la comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire instruant par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. BATARDY, Henri BECK

Enregistré à Echternach, le 6 juin 2013. Relation: ECH/2013/1035. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 11 juin 2013.

Référence de publication: 2013076242/216.

(130094119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

---

**Corporate X, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 142.878.

In the year two thousand and thirteen, on the thirty-first of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of Corporate X (the "Company"), a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable-fonds d'investissement spécialisé, having its registered office in the Grand Duchy of Luxembourg, 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on November 14<sup>th</sup>, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2904 of December 5<sup>th</sup>, 2008. The articles of association of the Company (the "Articles") were never changed until now.

The Company comprises two compartments (the "Compartments"), namely Compartment CTA and Compartment P3.

The meeting is declared open and is presided over by Mr Matthieu CHAMBON, residing in Luxembourg.

The chairman appoints Mrs Corinne PETIT, residing professionally in Luxembourg, as secretary of the Meeting.

The Meeting elects Mr Gianpiero SADDI, residing professionally in Luxembourg, as scrutineer of the Meeting.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record:

I. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list which, signed by the bureau of the meeting, the shareholders, the proxies and the undersigned notary will remain annexed and be registered with the present deed (Annexe 1 and 2).

II. It appears from said attendance list, that all of the shares of the Company and any of its Compartments are represented at the present Meeting, so that the Meeting can validly decide on all items of the agenda which are known to the shareholders.

III. Notwithstanding the fact that the Articles of the Company were until now worded in German, the shareholders decided to draft the present deed in English. The Meeting moreover acknowledges and accepts that the Belgian articles of association of the Company and the minutes of the Belgian Meeting (as defined below) will be drafted in Dutch, as is required in order to ensure compliance with Belgian law.

IV. The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Transfer of the Company's head office and registered office from Luxembourg to Belgium and ascertaining the legal consequences of such transfer;
2. Waiver of the special redemption right;
3. Adoption of the new articles of association in accordance with Belgian law;
4. Acknowledging the amendments to the investment memorandum;
5. Resignation and appointment of the directors;
6. Resignation and appointment of the statutory auditor;
7. Appointment of a tax representative in Luxembourg;
8. Granting a power of attorney to the board of directors in order to carry out and give effect to the resolutions to be taken; and
9. Granting a power of attorney for the purpose of fulfilling various formalities.

*Preamble*

The chairman declares that the Company intends, as indicated in the Agenda of the meeting, to transfer the seat, head office and registered office to Belgium and at the same time to change the nationality of the Company to the Belgian nationality. As the nationality of the Company may only be changed with the unanimous consent of all the shareholders, any resolution related thereto has been taken unanimously pursuant to article 67-1 of Luxembourg Law of August 10<sup>th</sup>, 1915 concerning commercial companies, as amended.

*Deliberation*

Transfer of the Company's head office and registered office from Luxembourg to Belgium

The Meeting refers to the meeting of the board of directors of the Company held on May 31<sup>st</sup>, 2013 (the "Board") resolving, among others, to convene an extraordinary general shareholders' meeting in Luxembourg (i.e. this Meeting) and an extraordinary general shareholders' meeting in Belgium on May 31<sup>st</sup>, 2013 (the "Belgian Meeting") in order to



decide on the transfer of the Company's head office and registered office from 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg to Havenlaan 86c, box 320, B-1000 Brussels, Belgium (the "Transfer").

The Transfer will be effectuated with full continuity of legal personality and of the Company's activities. In order to ensure such continuity, various resolutions to be taken by this Meeting will be subject to the conditions precedent of approval by the Belgian Meeting and the deposition at the Registry of the competent Commercial Court in Belgium of the articles of association adopted in accordance with Belgian law.

As from the completion of the Transfer, the Company shall be governed by Belgian law pursuant to article 112 of the Belgian Code of Private International Law ("Wetboek van internationaal privaatrecht" / "Code de droit international privé"). The Company shall adopt the legal form of a public limited liability company ("naamloze vennootschap"/"société anonyme") under Belgian law. In particular, the Company shall be an institutional investment company with variable capital ("BEVEK"/"SICAV") as provided by the Belgian Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios (the "Act of 3 August 2012") and the Belgian Royal Decree of 7 December 2007 on institutional undertakings for collective investment with variable capital with the sole purpose of the collective investment in the investment categories authorised by article 7, first paragraph, 2° of the Act of 20 July 2004 (the "Royal Decree of 7 December 2007"), notwithstanding that some formalities will still have to be completed by the board of directors and that certain temporary measures will be required pending the confirmation of the inscription on the list of institutional SICAVs held by the Federal Public Service Finance (the "FPSF") in Belgium.

#### Waiver of the special redemption right

Pursuant to Luxembourg prudential practice, the shareholders must be granted the opportunity to redeem their shares in the Company or any of its Compartments free of charge during a period of at least one month prior to the Transfer being effective (the "Special Redemption Right"). The Board has sent a notice to the shareholders on May 31<sup>st</sup>, 2013 informing them of the Special Redemption Right. The Board has furthermore requested all the shareholders to waive this right in order to facilitate the Transfer.

Given the importance of a smooth and efficient Transfer for the shareholders and the Company, the Meeting, representing all shareholders of the Company and ascertaining the full awareness of the Special Redemption Right, unanimously agrees to expressly and irrevocably waive the Special Redemption Right.

#### Adoption of the new articles of association

The Meeting noted that pursuant to the Transfer, the Company shall be governed by Belgian law and therefore new articles of association will have to be adopted in order to comply with Belgian law.

The Meeting hereby considered the text of the new articles of association. The Meeting noted that the activities and the purpose of the Company will not change except for certain aspects required by Belgian law. The articles of association will read henceforth as follows:

#### "CORPORATE X

Belgian institutional investment company with variable capital with the sole purpose of the collective investment in the category authorised by article 7, first paragraph, 2° of the Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios

### Chapter I. Name - Purpose - Term

**Art. 1. Legal form - Name.** The company "Corporate X" is constituted as a public limited liability company ("naamloze vennootschap") acting as an institutional investment company with variable capital incorporated under Belgian law (an institutional BEVEK under Belgian law) within the framework of the Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios (hereinafter the "Company").

The Company has opted to invest in the category authorised by article 7, first paragraph, 2° of the Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios.

**Art. 2. Term.** The company is incorporated for an indefinite term.

**Art. 3. Purpose.** The company's purpose is the collective investment (in investments authorised by article 7, first paragraph, 2° of the Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios) of capital raised from institutional or professional investors, in order to spread the investment risks and in order to allow the shareholders to benefit from the results of the autonomous management of the investment portfolio.

The company may in general take any measure and carry out any transaction which directly or indirectly relates to its purpose or which could partially or wholly facilitate the achievement thereof, insofar as such measures or transactions are permissible under applicable law. However, the Company may not engage in activities other than those permitted by the Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios, nor may it hold assets other than those necessary to fulfil its corporate purpose.

**Art. 4. Registered office.** The registered office of the Company is located at Havenlaan 86C, bus 320, 1000 Brussels.

It may be transferred to any other place in Belgium by decision of the board of directors, subject to the application of the laws on the use of languages.

**Art. 5. Management type.** The Company shall delegate the management of the investment portfolio and the administration of the Company to a recognised management company in accordance with article 11 of the Royal Decree of 7 December 2007 on institutional undertakings for collective investment with variable capital with the sole purpose of the collective investment in the investment categories authorised by article 7, first paragraph, 2° of the Act of 20 July 2004.

## Chapter II. Share capital - Compartments - Net asset value

### Title A. Share capital - Shares - Compartments

**Art. 6 Share capital.** The share capital of the Company is at all times equal to the value of the net assets of the Company. The net assets of the Company are equal to the sum of the net assets of all its Compartments (as defined below). The share capital of the Company shall not be less than the minimum prescribed by applicable law.

The share capital shall vary, without any amendment of the articles of association being required, due to the issue, redemption or conversion of shares.

#### Art. 7. Shares.

##### 7.1 Nature of the shares

The shares are and shall remain registered shares. Shares may not be issued in bearer form. All shares shall be fully paid up and without par value. Shares not representing capital cannot be issued by the Company.

The share capital of the Company may be represented by different categories of shares without par value under the conditions set out in article 8 of these articles of association.

##### 7.2 Share register

All shares issued by the Company will be listed in the share register, which will be held by the Company or by one or more persons designated by the Company for this purpose, and the registration shall contain (i) the name of each shareholder, (ii) his or her residence or elected domicile, (iii) the number and class of shares held by him or her and (iv) the fact that the shares can only be acquired and held by institutional or professional investors.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders proves his ownership of the shares registered in his name.

Certificates of such registration shall be issued to the shareholders upon their request. Such certificate shall mention the fact that shares can only be acquired and held by institutional and professional investors.

Any transfer of shares shall only be effective after registration of the declaration of transfer in the share register, which shall be dated and signed by the transferor and the transferee, or their representatives, or after complying with the formalities required by law in respect of the assignment of receivables.

Each shareholder must provide the Company with an address to which all notices from the Company may be sent. In case shares are held by several persons, only one address will be inserted in the share register and all communications will be sent to that address only. The shareholder may at any time change its address recorded in the share register by a written statement sent to the Company at its registered office. In case a shareholder does not provide such an address, or if a notice or is returned due to an address being incorrect, the Company may mention this in the share register, and the address of the shareholder shall be deemed to be the registered office of the Company, until another address is provided by the shareholder to the Company.

##### 7.3 Joint shareholding

The shares are indivisible with regard to the Company. The Company will recognize only one holder for each share. In case of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right arising from the share or shares until one person has been designated to represent the joint holders vis-à-vis the Company. In case of joint shareholders, the Company also reserves the right to pay in its sole discretion redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, which the Company may consider as the representative of the joint holders.

If no agreement can be reached between the joint shareholders, the competent court may, upon request of the first party to take action, appoint an interim administrator to exercise the rights in question in the interest of the joint shareholders.

#### Art. 8. Compartments and share classes.

##### 8.1 Compartments and share classes

The share capital of the Company may be represented by different categories of shares without par value in the following cases:

a) The board of directors may at any time create different categories of shares, each corresponding to a distinct part or compartment of the Company's patrimony (hereinafter "Compartments"). The board of directors can define and modify the name and specific investment policy of each compartment, within the limits of the general principles of investment set out in article 25 of these articles of association.

b) The board of directors may also create different classes of shares (hereinafter referred to as "Share Classes") in accordance with the criteria set out in the Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios and the Royal Decree of 7 December 2007 on institutional undertakings for collective investment with variable



capital with the sole purpose of the collective investment in the investment categories authorised by article 7, first paragraph, 2° of the Act of 20 July 2004. Each Compartment can consist of different Share Classes.

c) A share can be a capitalisation or a distribution share.

The decision of the board of directors to create a Compartment or Share Class shall amend the articles of association, without a general shareholders' meeting being required. In such a case, the board of directors will comply with all the formalities and legal requirements. The board of directors can also propose to change the name and investment policy of a Compartment or the rights of the different Share Classes to the general meeting(s), which shall decide in accordance with the quorum and majority requirements described in article 19 below.

In addition to the criteria mentioned above pursuant to which the board of directors may create different Share Classes, the board of directors can also create different Share Classes based on the following objective criteria, without being limited thereto:

- the nature of the activity of the investor;
- the subscribed amount;
- the employed method of commercialisation; and
- the nationality and/or legal status of the investor.

The investment memorandum of a Compartment shall contain the criteria that are applicable to the Share Classes of that Compartment.

The board of directors shall take all necessary measures in order to ensure compliance with the criteria mentioned above. In addition, the board of directors shall set up a procedure that will enable the Company to verify whether or not the investors or shareholders benefiting from a more favourable regime (pursuant to the application of the abovementioned criteria) meet or still meet these criteria.

#### 8.2 Compartments of the Company

The share capital of the Company may be represented by shares of one or more Compartments of the Company, currently:

- Compartment "CTA"; and
- Compartment "CDC".

The specific investment policy of each Compartment will be determined by the board of directors within the limits of the general principles of investment set out in article 25 of these articles of association and will be described in article 26 of these articles of association and in the investment memorandum of the Compartment concerned.

#### 8.3 Distribution or capitalisation shares

The board of directors can issue distribution shares (hereinafter "Dis shares") and/or capitalisation shares (hereinafter "Cap shares").

Dis shares shall be entitled to dividends or interim dividends in accordance with article 29 of the articles of association. Cap shares shall not be entitled to any dividends. The respective participation in the net profits shall be capitalised for the benefit of these shares.

### **Art. 9. Restrictions on share ownership.**

#### 9.1 Institutional or professional investor

Only institutional or professional investors within the meaning of article 5, § 3 of the Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios may subscribe to, acquire or hold financial instruments issued by the Company.

It will be mentioned in investment memorandum, as well as in any other document relating to the issue, subscription and acquisition of financial instruments issued by the Company, that only institutional or professional investors can subscribe to, acquire or hold financial instruments issued by the Company.

In all communications or other documents from the Company or a person acting in its name or on its behalf, relating to a transaction in financial instruments issued by the Company or in which such a transaction is announced or recommended, or relating to an admission of such instruments on a multilateral trading facility or on a regulated market, accessible to the public, it should be mentioned that only institutional or professional investors can subscribe, acquire or hold these financial instruments.

Each investor who subscribes to the Company's financial instruments or otherwise acquires such financial instruments, must formally confirm in writing to the Company that (i) he or she is an institutional or professional investor and that (ii) he or she undertakes, in respect of the Company, not to transfer the concerned financial instruments to a transferee, unless such transferee also formally confirms in writing to the Company that he or she is also an institutional or professional investor and that he or she undertakes to require the same confirmation from any subsequent transferee.

#### 9.2 Further restrictions to the shareholding

The board of directors can furthermore decide to restrict the shareholding of the Company (or a Compartment thereof) to certain institutional or professional investors. In such case, the list of permitted institutional or professional shareholders will be kept at the registered office of the Company.

The fact that the board has restricted the shareholding in the Company (or a Compartment thereof) will be mentioned in the documents and communications mentioned in article 9.1 above. The board can in its sole discretion determine whether or not to include the list itself in the investment memorandum and/or other documents.

Natural persons may not subscribe to, acquire or hold financial instruments issued by the Company.

The board of directors may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any unauthorised person. An unauthorised person is defined as (i) a natural person, (ii) any person who cannot be regarded as professional or institutional investor, and as (iii) any person, firm, association or legal entity if in the sole opinion of the Company, (a) their holding of shares may be detrimental to the interests of the existing shareholders of the Company, (b) their holding of shares may violate applicable law or (c) if the Company may be exposed to tax disadvantages, fines or penalties as a result of such shareholding. If the board of directors has restricted the shareholding to certain investors pursuant to this article, any person who is not included in the list of permitted investors shall be considered as an unauthorised person.

The restrictions imposed by this article shall be mentioned in any document from the Company or from a person acting in its name or on its behalf, concerning a transaction in financial instruments of the Company or in any document in which such a transaction is announced or recommended, or any document relating to the admission of financial instruments to trading on a multilateral trading facility or on a regulated market open to the public.

### 9.3 Transfer of shares

Any proposed transfer of shares of the Company shall be notified to the board of directors. The board of directors can and shall refuse to register any transfer of financial instruments to an investor when it finds that (i) the transferee is an unauthorised person (as described above) or (ii) following such transfer the total number of shareholders would exceed the maximum threshold provided for by article 9.4 of these articles of association.

### 9.4 Shareholder limit

The total number of shareholders of the Company shall at all times be limited to a maximum number of one hundred (100) shareholders. Any transfer, issue or holding of shares pursuant to which this threshold would be exceeded, will be null and void.

The board of directors will take appropriate measures to ensure that the maximum number of one hundred (100) shareholders is not exceeded.

## Title B. Issue - Redemption

**Art. 10. Issue of shares.** The board of directors may at each Valuation Day issue new shares without nominal value against payment of the issue price, unless the issue of shares is suspended pursuant to article 13 below. The existing shareholders at that time are not given a preferential right to subscribe to these newly issued shares.

The funds invested in a Compartment must be invested in financial instruments and other assets permitted by law, in accordance with the specific investment policy of the Compartment concerned, and in full compliance with the applicable investment restrictions (as determined by law, these articles of association or by the investment memorandum) and with applicable law.

Whenever the Company offers shares for subscription, the Company will provide the relevant investment memorandum to the institutional or professional investors who wish to subscribe the shares. The investment memorandum can be made available in any form, including in electronic form.

Whenever the Company offers shares for subscription, the issue price at which the shares are offered will be the net asset value of the relevant Share Class as determined in accordance with article 12 of these articles of association on the relevant Valuation Date (as defined below). With respect to new Compartments or Share Classes, the board of directors shall determine the initial subscription period, the issue date and the issue price (which shall be a fixed price determined by the board of directors).

The issue price may be increased by a subscription supplement (determined in accordance with article 14.2 below).

When issuing new shares, the issue price shall be debited on the day mentioned in the investment memorandum. Newly issued shares must be fully paid up and will only be issued upon payment of the issue price.

In addition to the restrictions concerning the eligibility of investors as provided for in article 9 above, the board of directors may determine any other subscription conditions such as a minimum subscription amount, a minimum participation or any other restrictions. Such conditions should be included in and be more fully described in the investment memorandum.

**Art. 11. Redemption - Conversion.** Subject to the requirements and limitations imposed by (i) applicable law and (ii) these articles of association, the Company can at any time redeem its own shares.

The shares redeemed by the Company will be cancelled.

### 11.1 Redemption

Any shareholder is entitled to request at any time the redemption of all or a part of its shares in accordance with the relevant provisions of the investment memorandum. In the event of such a request, the Company shall redeem such shares in accordance with the relevant provisions of the investment memorandum and within the limits provided by this article and subject to any suspension of the obligation to redeem shares pursuant to article 12 below.

The Company may impose the redemption of shares held by any unauthorized person (as described in article 9 above).

#### 11.2 Conversion

The Company may decide to allow the conversion of shares of one Compartment or Share Class to shares of another Compartment or Share Class. The Company will determine the modalities of such conversion in the investment memorandum and may impose such restrictions as it deems appropriate (concerning, inter alia, the frequency and conditions of conversion and the payment of fees (determined in accordance with article 14.2 below)).

#### 11.3 Redemption or conversion requests

The Company can impose a minimum amount below which the Company may refuse to execute a request for redemption (or conversion) introduced by a single shareholder. Such a minimum amount shall be stated in the investment memorandum.

All requests for redemption (or conversion) must be made or confirmed in writing by the shareholder at the registered office of the Company, or to any other person or entity appointed by the Company as responsible party for the redemption (or conversion) of shares.

Each request for redemption (or conversion) will be irrevocable unless these articles of association provide otherwise.

Shares of which the redemption (or conversion) has been requested, remain outstanding shares until the net asset value has been determined. The redemption price shall be a debt of the Company as of the Valuation Day (as defined below) until actual payment to the shareholder.

If redemptions or conversions would reduce the value of the participation of a single shareholder below the minimum subscription amount or minimum participation (as determined by the board in accordance with these articles of association and as mentioned in the investment memorandum), then such shareholder will be deemed to have requested the redemption of all shares.

#### 11.4 Redemption price

The shares shall be redeemed at the net asset value per share of the relevant Compartment or Share Class, under the conditions described in the investment memorandum. The redemption price can be reduced by a redemption fee (determined in accordance with article 14.2 below).

The redemption price shall be paid within ten banking days after the Valuation Day, unless the investment memorandum stipulates otherwise. If, in exceptional circumstances, the liquidity of a portfolio of assets, relating to the Share Class to be redeemed, is insufficient to permit the payment within that period, the payment can be made later, yet as soon as reasonably possible without any interests being due on such late payment.

Payment of the redemption price may also be delayed if legal provisions or circumstances beyond the Company's control, make it impossible to transfer the redemption price to the shareholder.

### **Title C. Net asset value - Costs**

#### **Art. 12. Net asset value.**

##### 12.1 Determination of the net asset value

The net asset value shall be determined at least once a month. The day on which the net asset value will be calculated, shall be designated as the valuation day in these articles of association (hereinafter the "Valuation Day"). The board of directors shall determine for each Compartment the timing and frequency of the net asset value calculation. The Valuation Day shall be mentioned in the investment memorandum of each Compartment.

Each time the net asset value is determined, it will be communicated to the shareholders in accordance with the provisions of the investment memorandum.

For the calculation of the issue price, redemption price and conversion price, the net asset value of the shares of the Company shall be determined in euro (EUR) for every Compartment and every Share Class. If the board of directors believes that the net asset value should be expressed in another reference currency or in more reference currencies than one, this modification can only be implemented within the legal boundaries. The board of directors can decide to express the net assets value in multiple currencies (in addition to the euro (EUR)).

On the Valuation Day, the net asset value of the shares shall be determined by dividing the net assets of the Company or as the case may be of the Compartment concerned (i.e. the value of the assets minus the value of the liabilities) by the number of shares in circulation.

The relevant Valuation Day shall as a rule be the first Valuation Day following a subscription, redemption or conversion request.

##### 12.2 Valuation of assets and liabilities

The valuation of the assets and liabilities shall occur in accordance with the valuation rules and principles as laid down by the Royal Decree of 10 November 2006 on the accountancy, the annual accounts and the periodical reports of certain public institutions for collective investment with a variable number of participation rights, which shall be applied by analogy. However, the board of directors shall have the power to deviate from these valuation rules and principles, insofar as such decision does not violate any of the following principles:

a) The valuation of financial instruments and monetary market instruments that are traded on a regulated, regularly functioning and open market shall be based on the last known price on such market. If such instrument would be traded on more than one market, the valuation shall be based on the last known price on its principal trade market. If such price would not be representative, the valuation shall be based on the likely realisation value, which shall be estimated bona fide.

b) The valuation of financial instruments and monetary market instruments that are not tradable on a regulated, regularly functioning and open market shall be based on the likely realization value, which shall be estimated bona fide.

c) All liquidities, including surplus balances on demand accounts and current accounts with regard to credit institutions, or short term payables and receivables, fiscal assets and liabilities shall be valued at their nominal value. However, for those Compartments of which the investment policy is primarily aimed at liquidity investments, the liquidities shall be valued based on the market interest rate.

d) The term receivables and term debts, other than those mentioned under point c) above, which are not represented by tradable financial instruments, shall be valued based on the market interest rate that is applicable to equivalent financial instruments with a comparable remaining maturity. However, the board of directors can decide to value them at their nominal value if they only relate to a small portion of the total net assets value.

e) Un-matured receivables and liabilities shall be valued pro rata temporis based on their exact value, if known, or on their estimated value.

f) Valuations that are expressed in another currency than the one of the concerned Compartment shall be converted into the reference currency based on the last known exchange rate.

g) All other assets shall be valued at their likely realisation value, which shall be estimated bona fide.

### 12.3 Measures in case of an erroneous calculation of the net asset value

The Management Company (as defined below) shall promptly notify the Depositary if a significant error was found in the calculation of the net asset value. An isolated error or several simultaneous or successive errors relating to at least 0.1% of the net asset value of the Company or the Compartment concerned shall be considered as a significant error.

In view of remedying a significant error, the Management Company shall take appropriate action in view of the cause (s) of the error. In all cases, it will be verified how the error occurred and an incident report will be drawn up. This incident report will describe the error and its causes, assess the potential damage to the Company and its shareholders, and will recommend, if necessary, measures to structurally improve the calculation process of the net asset value.

The Management Company will recalculate the net asset value of the shares concerned on the basis of correct data for the period covered by the error. The amount of damage shall be determined by comparing the correct net asset value with the erroneous net asset value. The effective damage will be reimbursed by the responsible party.

The Company will inform the concerned shareholders of the erroneous calculation, the amount of damage and of the fact that the damage incurred was reimbursed. The incident report will be communicated to the concerned shareholders as soon as possible.

**Art. 13. Suspension.** Without prejudice to any ground for suspension provided by law, the Company may temporarily suspend the determination of the net asset value and consequently also the issue, redemption and conversion of shares:

a) during any period (i) during which one of the principal markets on which a substantial part of the investments of the relevant Compartment is listed, is closed (otherwise than for ordinary holidays closures) or (ii) during which dealings on such markets are restricted or suspended (to the extent such restriction or suspension affects the valuation of investments);

b) during any period during which, whether as a result of political events, economic, military, monetary or any other circumstance beyond the control and authority of the board of directors, or whether as a result of the existence of an event of force majeure, any transfer or valuation of investments of the relevant Compartment would not (in the opinion of the board of directors) be reasonably practicable or would be seriously detrimental to the interests of shareholders;

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining (i) the value of any investments of the concerned Compartment or (ii) the current prices or values on any stock exchange and other regulated market;

d) (i) for any period during which the Company is unable to gather the required liquidities to meet the payment obligations for share redemptions, or (ii) during any period during which any transfer of funds related to the sale or acquisition of investments or payments pursuant to the redemption of shares cannot be conducted at normal exchange rates (in the opinion of the board of directors);

e) following a convocation of a general shareholders' meeting (or as the case may be a general meeting of a Compartment) in view of a proposed liquidation of the Company (or a Compartment thereof), or in view of a proposed merger or demerger of the Company (or a Compartment thereof);

f) if, for any other reason, the prices of any investments owned by the Company (or a Compartment) cannot be determined quickly or reliably; or

g) if there are exceptional circumstances which affect the ordinary functioning the Company or a Compartment thereof and the board of directors believes that it is in the shareholders' best interests to temporarily suspend determination of the net asset value and the issue, redemption and conversion of the concerned shares.

In addition, in exceptional circumstances or in case of substantial subscription, redemption and/or conversion requests that could adversely affect the interests of the shareholders, the Company can suspend the net asset value calculation and the requested subscriptions, redemptions and/or conversions and the value of these shares shall only be determined after having sold or bought the assets required to comply with such actions.

The suspended subscriptions, redemptions and/or conversions shall be effected at the first net asset value determined after the suspension has ended. Shareholders affected by a suspension will be able to withdraw their requests for subscription, redemption and/or conversion if those requests could not be complied with within five (5) days after the Valuation Day on which the share value would have been determined had there been no suspension.

A decision of the board of directors with respect to the suspension of the net asset value calculation and the related subscription, redemption and/or conversion requests shall be definitive and binding for the Company and its shareholders, unless in cases of wilful misconduct, gross negligence or manifest error.

The suspension with respect to one Compartment will not affect the other Compartments.

The Company shall without undue delay notify the shareholders (or as the case may be the shareholders of the Compartment concerned) of the beginning and ending of a period of suspension and of the reasons justifying the suspension.

#### **Art. 14. Allocation of costs.**

##### **14.1 Costs borne by the Company or a Compartment thereof**

The Company will bear the costs related to its constitution, the subsequent amendments of its articles of association and its operation.

These costs comprise:

- The remuneration of the Management Company (as defined below) for the management of the investment portfolio, due to the delegation of the financial management of the assets, with a maximum of EUR 275,000 per year. The periodicity of this remuneration will be determined by the board of directors and shall be mentioned in the investment memorandum.
- The remuneration of the Depository (as defined below) with a maximum of EUR 250,000 per year. The periodicity of this remuneration will be determined by the board of directors and shall be mentioned in the investment memorandum.
- The remuneration of the Management Company (as defined below) for its administrative functions, with a maximum percentage of 0.0065 per-cents per year, calculated on the basis of the duly weighted net asset value. The periodicity of this remuneration will be determined by the board of directors and shall be mentioned in the investment memorandum.
- The Management Company will not be remunerated for the commercialisation of the shares of the Company and its Compartments.

The other fees of which an estimate shall be included in the investment memorandum (where relevant), constitute the following:

- The costs of official acts and legal publications;
- The costs related to the general shareholders' meetings and meetings of the board of directors;
- The possible remuneration of the directors and of those entrusted with the daily management;
- The honoraria of the statutory auditors;
- Judicial fees, fees for legal advice and other fees for extraordinary measures, such as expert advice or lawsuits to safeguard the shareholders' interests;
- Contributions to the authorities of the countries in which its shares are offered;
- The print and distribution fees relating to the investment memorandum and other reports;
- Translation and redaction fees;
- Publication fees and the expenses of information to the shareholders;
- Marketing fees;
- Possible fees for the publication of the value of the net asset value and the issue and redemption price of its shares;
- Interests and other loan related expenses;
- Taxes and expenses related to the movement of the assets of the Company;
- Any possible other taxes and expenses related to its operation;
- Possible personnel expenses; and
- All other expenses borne in the interest of the Company's shareholders, including but not limited to telephone, telex, fax and telegraph expenses by the Depository while purchasing and selling titles from the portfolio of the Company (or its Compartments) and other titles.

All these costs, or a part thereof, can be accounted for on a lump sum basis.

All the fees and expenses will be charged to the Compartment or Share Class that can be deemed accountable for these costs. The fees and expenses, for which a specific Compartment cannot be deemed accountable, will be split over all Compartments in proportion to their respective net asset values. The fees and expenses for which a specific Share Class cannot be deemed accountable, will be split over all Share Classes in proportion to their respective net asset values.

#### 14.2 Costs borne by the shareholders

The issue price may be increased by a subscription supplement (relating to applicable sales commissions or subscription costs) to the extent that such a supplement is provided for by the investment memorandum. The subscription supplement shall not amount to more than 2% of the subscribed amount. A different subscription supplement can be determined for each Share Class.

The redemption price may be decreased by a redemption supplement (relating to applicable sales commissions or redemption costs) to the extent that such a supplement is provided for by the investment memorandum. The redemption supplement shall not amount to more than 2% of the redeemed amount. A different redemption supplement can be determined for each Share Class.

A conversion fee may be due to the extent that such a fee is provided for by the investment memorandum. The conversion fee shall not amount to more than 2% of the converted amount. A different conversion fee can be determined for each Share Class.

The other costs that will be borne by the shareholders or the Company (or its Compartments) will be specified in the investment memorandum. These costs can be modified if all legal requirements are complied with.

### Chapter III. General meetings

#### Title A. General shareholders' meeting

**Art. 15. Annual general shareholders' meeting.** The annual general shareholders' meeting shall be held on the fourth Wednesday of April at 11.00 a.m. Should this day be a legal holiday, the meeting will take place on the next banking day in Belgium. The annual general shareholders' meeting will be held at the registered office of the Company or at any other place specified in the convening notice.

#### **Art. 16. Convocation of a general shareholders' meeting.**

##### 16.1 Convocation

An extraordinary or special general shareholders' meeting may be convened whenever the interest of the Company so requires.

General shareholders' meetings may be convened by the board of directors or by the statutory auditor and should be convened at the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital. General shareholders' meetings will be held at the registered office of the Company or at any other place specified in the convening notice.

The shareholders, directors, the statutory auditor and the representative(s) of the Management Company (as defined below) are convened at least fifteen days before the meeting. Notices are given by registered letter, unless the addressees have, individually, explicitly and in writing, agreed to receive the notices by another means of communication. The letter or the other means of communication shall contain the agenda.

The persons who need to be called to a general meeting pursuant to applicable law and who attend the meeting or are represented thereon shall be considered as having received due notice. The above mentioned persons can also waive their right to plead lack of notice or any irregularity in the notice, before or after a meeting which they did not attend.

##### 16.2 Disposal of documents

Together with the notice, a copy of the documents that are mandatory pursuant to the Belgian Companies Code, is sent to the shareholders, the directors, the statutory auditors and representative(s) of the Management Company.

The persons who must receive the mandatory documents pursuant to the Belgian Companies Code, can waive this requirement before or after the general meeting.

In case the procedure of written decision-making has been chosen, the board of directors will send a copy of the documents which need to be sent to the shareholders and to the statutory auditor together with the aforementioned convening notice.

#### **Art. 17. General shareholders' meeting.**

##### 17.1 Representation

Each shareholder may be represented at the general meeting of shareholders by a proxy holder, who needs not to be a shareholder. The proxies need to be signed and dated.

##### 17.2 Bureau - minutes

The general shareholders' meetings shall be chaired by the chairman of the board of directors or, in the latter's absence, by a member of the meeting appointed by the meeting. The chairman of the meeting appoints the secretary. Should the number of persons attending require this, the meeting will appoint two vote counters upon proposal of the chairman.

The minutes of the general shareholders' meetings shall be signed by the members of the bureau and the shareholders who wish to do so. These minutes shall be kept in a special register. Copies and/or extracts of the minutes of the general



shareholders' meetings to be issued to third parties shall be signed by the chairman of the board of directors, by a managing director or by two directors acting jointly. The signature must be immediately preceded or followed by an indication of the capacity in which the signatory acts.

#### 17.3 Deliberation - quorum

The shareholders or their proxy holders are obliged, before being admitted to the meeting, to sign the attendance list indicating at least the name and residence or, as the case may be, the name and registered office of the shareholders and the number of shares they represent.

Any duly constituted general shareholders' meeting represents all shareholders of the Company. The decisions taken at such meeting shall be binding upon all shareholders of the Company, regardless of the Share Class they hold, yet without prejudice to article 19 of these articles of association. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the activities of the Company.

No meeting can deliberate on items which are not included on the agenda, unless all shares are present or represented at the meeting and the decisions are taken unanimously.

The general shareholders' meeting can validly deliberate, irrespective of the number of shares present or represented, except in the cases where the law specifies a certain quorum of attendance.

#### 17.4 Voting rights

Within the limits provided for by the articles of association, each share represents one vote, irrespective to which Compartment or Share Class it belongs.

The voting takes place by show of hands or by call-out of names unless the general shareholders' meeting decides otherwise by simple majority of votes.

#### 17.5 Majority

Except in the cases provided for by law, the decisions of the general shareholders' meeting are taken by the majority of votes taking part at the voting, irrespective of the number of shares present at the meeting. An abstention shall not be taken into account.

#### 17.6 Unanimous written decisions

Except for the decisions that need to be taken before a notary, the shareholders can decide unanimously and in writing on all issues for which the general shareholders' meeting is competent.

For this purpose, the board of directors will send a letter, by mail, fax, e-mail or any other means of communication to the shareholders, statutory auditors and Management Company (as defined below), mentioning the agenda and the propositions of the decisions to be taken, requesting the shareholders to approve the propositions and to send the duly signed letter back to the registered office of the Company or any other place mentioned in the letter within the period mentioned in the letter.

If the approval of all shareholders regarding the items of the agenda and regarding the procedure in writing is not received within this period, the decisions are deemed not to be taken.

**Art. 18. Extraordinary general shareholders' meeting.** In the event the general shareholders' meeting must decide on a merger or demerger of the Company, a modification of the articles of association, the cancellation or restriction of the preferential subscription right or the dissolution of the Company, the purpose of the decision to be taken must be specifically mentioned in the notice for the meeting and at least fifty per-cent of the share capital must be present or represented at the meeting in order to validly deliberate. If this latter condition is not met, a new meeting must be convened, which shall validly decide on these issues, irrespective of the number of shares present or represented.

The decisions on the abovementioned subjects shall only be validly taken with a majority of three quarters of the votes participating in the voting. An abstention shall be considered as a negative vote. This article is without prejudice to the other requirements of majority provided for by the Belgian Companies Code in relation to the modification of the Company's purpose, the purchase, pledging or alienation by the Company of its own shares, the transformation of the Company into a company with another legal form and the dissolution of the Company in the event its net assets amount to less than the legally required minimum share capital.

### Title B. General meeting of compartments

**Art. 19. General meeting of Compartments.** When there is more than one active Compartment (i.e. when there are shares issued relating to at least two Compartments), there shall be a separate general meeting for each Compartment. The general meeting of each Compartment shall be composed of the shareholders who hold shares in the Compartment concerned.

The general meeting of a Compartment shall exercise all the powers attributed to the general shareholders' meeting for matters relating solely to that Compartment.

The above provisions regarding the convocation and deliberation of general shareholders' meetings shall apply mutatis mutandis to the general meetings of the Compartments.

Annual general meetings relating to a Compartment will be held on the same day as the annual general shareholders' meeting. If there are multiple Compartments, the annual general meetings of the Compartments shall be held first. Thereafter, the annual general shareholders' meeting shall be held.

The investment policy of a Compartment can only be amended by decision of the general meeting(s) of the Compartment(s) concerned taken with the quorum and majority required for an amendment of the articles of association.

The rights relating to the Share Classes can only be amended by decision of the general meeting(s) of the Share Class(es) concerned taken in accordance with the procedure laid down in article 560 of the Belgian Companies Code.

## Chapter IV. Management - Representation

### Art. 20. Board of directors.

#### 20.1 Composition

The Company is managed by a board of at least three directors, natural or legal persons, who need not be shareholders, appointed by the general shareholders' meeting for a maximum term of six years, and which may be revoked by the latter at all times.

The general shareholders' meeting shall determine the remuneration of the directors, if any.

In case a legal person is appointed as director, it is obliged to appoint a permanent representative, who is a natural person, amongst its partners, managers, directors or employees who will take care of the director's duties in the name and for the account of the legal person. The same rules regarding the publication formalities apply with respect to the appointment and the dismissal of the permanent representative apply as if the permanent representative would exercise the mandate in its own name and for its own account.

The directors can be re-elected.

The directors, whose mandate has expired, shall remain in function as long as the general shareholders' meeting has not appointed new directors to replace said directors.

In case of an early vacancy within the board of directors, for any reason whatsoever, the remaining directors are entitled to provisionally appoint a new director until the general shareholders' meeting appoints a new director. The appointment of a new director is put on the agenda of the first coming general shareholders' meeting.

The board of directors can appoint a chairman among its members. In the absence of such appointment, the chairmanship shall be assumed by the eldest among the directors present.

The board of directors shall appoint two directors who will assume the actual leadership ("effectieve leiding") of the Company.

#### 20.2 Meetings - convocation

A meeting of the board of directors is convened by the chairman, a managing director or any other director, at least three days before the date of the meeting. The notice is validly done by letter, fax or e-mail.

The director who attends the meeting or is represented there shall be considered as having received due notice. A director can also waive his right to plead the lack of notice or any irregularity in the notice, before or after the meeting which he did not attend.

Any director can give power of attorney to another member of the board to represent him or her at a specific meeting of the board. A director cannot represent more than one other director.

The meetings of the board of directors shall be held in Belgium, at the place indicated in the notice. The board of directors can also deliberate by way of telephone or video conference.

#### 20.3 Deliberation

Except in the event of force majeure, the board of directors can only validly deliberate and decide if at least fifty percent of its members are present or represented. Should this condition not be met, a new meeting with the same agenda must be convened which can validly deliberate and decide on the items on the agenda provided that at least two directors are present or represented.

Every decision of the board shall be made by a simple majority of the votes of the directors present or represented, and in the event of abstention of one or more among them, by the majority of the other directors. In the event of equality of votes, the vote of the person chairing the meeting will be decisive.

In exceptional cases when the urgent necessity and the interest of the Company require so, the decisions of the board of directors can be taken by unanimous written agreement of the directors. This procedure cannot be applied to determine the annual accounts.

#### 20.4 Minutes

The decisions of the board of directors are recorded in minutes which shall be signed by the chairman and the other board members who wish to do so. These minutes shall be inserted in a special register. The powers of attorney shall be attached to the minutes of the meeting for which they were granted.

Copies and extracts to be produced in court or elsewhere, shall be validly signed by the chairman, the managing director or by two directors acting jointly.

**Art. 21. Powers of the board of directors.** The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration, management and disposition consistent with the purposes of the Company. The board of directors shall have power to implement every aspect of the Company's corporate purpose and to perform all acts and to enter into any agreement or other measure it considers necessary, advisable or useful thereto. All powers not expressly reserved by law or by these articles of association to the general shareholders' meeting fall within the responsibility of the board of directors.

The Company shall be managed and administered for the exclusive benefit of its shareholders in accordance with the principles of risk diversification and autonomous management.

The board of directors shall determine the investment policies and strategies of the Company and its Compartments taking into account the restrictions provided for by these articles of association, the investment memorandum and applicable law. The board of directors can also determine any other restrictions that should be observed with respect to the investments of the Company and its Compartments. Such additional restrictions, if any, shall be described in the investment memorandum.

## **Art. 22. Delegation of powers.**

### 22.1 Daily management

The board of directors may delegate the daily management of the Company, the management of one or more branches of its activities or the execution of the decisions of the board to one or more directors, managers or attorneys, who need not be shareholders. Decisions or actions with a value of more than one million euro (EUR 1,000,000.00) shall not be considered as part of the daily management of the Company.

The board of directors and, in respect of the daily management the persons in charge of the daily management, may also delegate specific powers to one or more persons of their choice.

### 22.2 Management company

The board of directors shall delegate, under its supervision and under its responsibility, globally all the functions mentioned in article 3, 22° of the Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios relating to the management of the affairs of the Company and its Compartments to a management company which has the qualifications required by the Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios (hereinafter the "Management Company"). The board of directors may authorise the Management Company to in turn delegate under its supervision and under its responsibility its powers to other management companies that comply with the Act of 3 August 2012. The relationship between the Company and the Management Company shall be governed by a written agreement.

The board of directors may appoint different management companies for each Compartment.

The provisions of these articles of association investing powers in the board of directors shall be deemed to include a reference to the Management Company if the board of directors has delegated these functions pursuant to this article.

The board of directors may also delegate the power to process subscription, redemption and conversion requests, including the power to receive and effect payments and the power to issue new shares.

The Management Company is required to appoint among its members, managers, directors or employees a permanent representative, who shall be charged with the execution of the mandate in the name and on behalf of the Management Company. The appointment and termination of this permanent representative is subject to the same publication formalities as if he or she were to exercise the mandate in its own name and for its own account.

### 22.3 Investment committees

The Company may establish an investment committee for each Compartment or for the Company as a whole. If an investment committee has been established, this shall be mentioned in the investment memorandum of the Compartment concerned.

Each investment committee advises the Management Company of the Compartment concerned with respect to possible investments, taking into account the investment policy and investment restrictions of that Compartment. Decisions of the investment committee require a majority of two thirds of its members. The advices of the investment committee (s) shall be recorded in minutes, which will be made available to the shareholders at their first request.

Meetings of the investment committee shall be held at least once per year.

An investment committee shall be composed of at least three members. The members of an investment committee shall be appointed for a term of three years. The board of directors has the right to appoint one member of the investment committee. The shareholders of the Company (or, as the case may be, the Compartment) have the right to appoint the other members of the investment committee. The mandate of the members of the investment committee may be terminated at any time and without justification by the organ which appointed them.

The members of the investment committee may be reappointed.

The mandate of the members of the investment committee shall only terminate after the appointment of a successor has taken effect. If for whatever reason, the number of members of an investment committee would be less than three, the board of directors shall undertake immediate action to ensure the replacement so that the investment committee shall again be quorate.

**Art. 23. Representation of the Company.** The Company is validly represented towards third parties, before the courts and in official deeds, including those for which the intervention of a civil servant or a notary is required, by two directors acting jointly.

Within the framework of the daily management, the company is also validly represented by a person authorised to engage in such management up to an amount of one million euro (EUR 1,000,000.00).

Moreover, within the framework of their mandate, the Company shall be validly represented by special attorneys. In addition, the Company may be represented abroad by any person expressly appointed for this purpose by the board of directors.

**Art. 24. Conflict of interests.** The Company shall be managed and administered autonomously and in the exclusive interest of the holders of financial instruments issued by it.

Without prejudice to the exceptions mentioned in the Belgian Companies Code, a director, who has (directly or indirectly) a financial interest conflicting with a decision or transaction of the board of directors, must inform the other directors thereof before the board of directors decides and the board of directors and the Company must comply with article 523 et seq. of the Belgian Companies Code.

The Depositary (as defined below) may not participate in the actual management of the Company (or its Compartments) nor in the effective management of the Management Company.

If the Custodian (as defined below) and the Management Company are related legal entities, they shall take adequate measures to ensure a clear separation between activities that are likely to create conflicts of interest. The same shall apply to legal entities to which management or custody functions were sub-delegated.

## Chapter V. Investment policy - Depositary

### Title A. Investment policy

**Art. 25. General investment policy.** In compliance with the Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios and the applicable Royal Decrees implementing that Act, the investments of the Company shall, Compartment per Compartment, exist of financial instruments and liquidities in the meaning of article 7, first paragraph, 2° of the Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios.

These financial instruments include the financial instruments referred to in article 2 of the Act of 2 August 2002 on the supervision of the financial sector and the financial services, including every financial instrument that is related to such financial instrument in one of the following ways:

- (i) It is convertible into the concerned financial instrument, or it can be exchanged for such financial instrument;
- (ii) It entitles the proprietor to acquire the related financial instrument, or to subscribe thereto;
- (iii) It is emitted or guaranteed by the issuer or a guarantor of the related financial instrument, when there is an important correlation between the rates of both financial instruments;
- (iv) It is a certificate representing the related financial instrument or constituting an equivalent thereof; or
- (v) Its return on investment is linked to the pricing of the related financial instrument.

The financial assets of the Company (or a Compartment thereof) shall be invested in accordance with the principle of risk diversification and with the requirements imposed by applicable law and these articles of association.

**Art. 26. Specific investment policies of the Compartments.** Notwithstanding the fact that the Compartments retain the right to invest in the different financial instruments mentioned in article 25 above (yet without prejudice to possible restrictions provided for by this article), the Compartments shall invest mainly in the assets outlined hereunder for each of them.

The board of directors shall determine the specific investment policy for each Compartment. The investment policy of each Compartment shall at all times observe the general principle of risk diversification.

#### 26.1 Compartment CTA

The objective of the CTA Compartment is to create investment returns in EURO.

Following the principle of risk diversification the CTA Compartment may invest into the following asset classes:

(i) securities and money market instruments which are admitted to trading on a regulated market or another market in a member state of the European Union or another Non-European Union member state, if such market is regulated, approved and open for the public having a proper mode of operation, in particular the markets in Europe, Asia, Americas and Africa;

(ii) new issued securities and money market instruments, if the terms of issue require an application to be made for admission to trading on a stock exchange or another regulated market, where such market is regulated, approved and open for the public having a proper mode of operation, and if the admission is granted at least within one year after the issuance;

(iii) up to 100% of the Compartment's assets in units for collective investments for securities and units of collective investments trusts ("Target Funds"), which, when making their investments, have to comply with investment restrictions comparable to the restrictions of the Company and which apply the principle of risk diversification. Provided that a Target

Fund applies the principle of risk diversification according to German investment law and investment tax law, the Compartment is entitled to invest 100 % of its assets into such Target Fund;

(iv) sight deposits and deposits provided such deposits mature within 12 months, with credit institutions domiciled in a member state of the European Union or with a credit institution domiciled in a third country whose prudential rules are considered by the Belgian Supervisory Authority to be equivalent to those laid down by Community law;

(v) derivative instruments which are admitted to trading on a regulated market or another market in a member state of the European Union or another Non-European Union member state, if such market is regulated, approved and open for the public having a proper mode of operation, and derivative over-the-counter instruments;

(vi) money market instruments, which are not traded on a regulated market and which are regularly traded at the money market, which are liquid and which value can be determined at any time, if the issuance or the issuer of those instruments are subject to deposit and investor protections rules;

(vii) the Compartment may invest up to 100% of its assets in securities and money market instruments of different issuances of the same member state of the European Union, or its sub part public corporations, or Non-European member states or multinational organisations having a public character, in which at least one or more member states of the European Union are members, are issued or guaranteed, if the Compartment invests at least in six different issuances and if not more than 30% of the assets are invested in the same issuance;

(viii) up to 20% of the Compartment's assets may be invested in companies which, according to their articles of association, may only acquire real estate or property required to manage real estate (real estate companies);

(ix) up to 20% of the Compartment's assets in holdings in undertakings that are not admitted to trading on a stock exchange or included in an organised market; and

(x) up to 10% of its assets in issuance rights.

The Compartment may borrow funds up to 10% of its net asset value.

The Compartment may not enter into short selling arrangements.

## 26.2 Compartment CDC

The objective of the CDC Compartment is to create investment returns in EURO.

Following the principle of risk diversification the CDC Compartment may invest into the following asset classes:

(i) securities and money market instruments which are admitted to trading on a regulated market or another market in a member state of the European Union or another Non-European Union member state, if such market is regulated, approved and open for the public having a proper mode of operation, in particular the markets in Europe, Asia, Americas and Africa;

(ii) new issued securities and money market instruments, if the terms of issue require an application to be made for admission to trading on a stock exchange or another regulated market, where such market is regulated, approved and open for the public having a proper mode of operation, and if the admission is granted at least within one year after the issuance;

(iii) up to 100% of the Compartment's assets in units for collective investments for securities and units of collective investments trusts ("Target Funds"), which, when making their investments, have to comply with investment restrictions comparable to the restrictions of the Company and which apply the principle of risk diversification. Provided that a Target Fund applies the principle of risk diversification according to German investment law and investment tax law, the Compartment is entitled to invest 100 % of its assets into such Target Fund;

(iv) sight deposits and deposits provided such deposits mature within 12 months, with credit institutions domiciled in a member state of the European Union or with a credit institution domiciled in a third country whose prudential rules are considered by the Belgian Supervisory Authority to be equivalent to those laid down by Community law;

(v) derivative instruments which are admitted to trading on a regulated market or another market in a member state of the European Union or another Non-European Union member state, if such market is regulated, approved and open for the public having a proper mode of operation, and derivative over-the-counter instruments;

(vi) money market instruments, which are not traded on a regulated market and which are regularly traded at the money market, which are liquid and which value can be determined at any time, if the issuance or the issuer of those instruments are subject to deposit and investor protections rules;

(vii) the Compartment may invest up to 100% of its assets in securities and money market instruments of different issuances of the same member state of the European Union, or its sub part public corporations, or Non-European member states or multinational organisations having a public character, in which at least one or more member states of the European Union are members, are issued or guaranteed, if the Compartment invests at least in six different issuances and if not more than 30% of the assets are invested in the same issuance;

(viii) up to 20% of the Compartment's assets may be invested in companies which, according to their articles of association, may only acquire real estate or property required to manage real estate (real estate companies);

(ix) up to 20% of the Compartment's assets in holdings in undertakings that are not admitted to trading on a stock exchange or included in an organised market; and

(x) up to 10% of its assets in issuance rights.

The Compartment may borrow funds up to 10% of its net asset value. The Compartment may not enter into short selling arrangements.

### **Title B. Depositary**

**Art. 27. Depositary.** The assets of the Company and its Compartments will be entrusted to a depositary (the "Depositary"). To this end, the Company will enter into a written custody agreement with a depositary which complies with the criteria of the Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios, and the Royal Decree of 7 December 2007 on undertakings for collective investment in institutional variable number of units whose sole purpose is the collective investment in types of investments permitted by article 7, first paragraph, 2<sup>o</sup> of the Act of 20 July 2004.

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities required under applicable law, including at least:

- a) Ensuring the safe-keeping of the assets and fulfilling the normal duties in this regard;
- b) Carrying out, on instruction of the Company, transactions involving the assets of the Company (or a Compartment thereof); receiving dividends and interests earned on such assets and exercising the subscription and allocation rights attached thereto, and
- c) Performing any other instruction of the Company, except if it is contrary to applicable law, the custody agreement, these articles of association or the investment memorandum.

Either the Company or the Depositary may terminate the mandate of the Depositary by giving notice in writing respecting a period of at least 3 months. At the expiration of that period a successor Depositary should be appointed by the Company, failing which the termination of the mandate of the Depositary will have no effect. Until the Depositary is replaced, the Depositary shall take all necessary measures to safeguard the interests of shareholders.

The board of directors shall inform the Federal Public Service Finance of the termination of the mandate of the Depositary and shall also communicate the identity of the new Depositary.

### **Chapter VI. Accounting - Annual accounts - Control**

#### **Art. 28. Financial year - Annual accounts.**

##### 28.1 Financial year

The financial year starts on the first of January and shall end on the thirty-first of December of each year.

##### 28.2 Annual accounts

At the end of each accounting year the board of directors shall draw up the annual accounts which comprise the balance sheet, the profit and loss statement and the management report.

The annual accounts of the Company are prepared in the same currency as the share capital is expressed, being the euro (€).

The management report should at least include the information required by applicable law. Whenever the management report and the annual accounts are made available to the shareholders (or potential investors), the statutory auditors' report relating to these documents shall also be made available in the same form.

##### 28.3 Accounting and Compartments

When there is more than one active Compartment (i.e. when there are shares issued relating to at least two Compartments), separate accounts shall be kept for each Compartment. The accounts of the Company (or a Compartment thereof) are kept in such a way that the statement of income and expenses, as well as the number and the value of shares can be readily determined.

If the accounts of certain Share Classes are expressed in different currencies, these accounts will be converted into euro (EUR) for the drawing up of the accounts.

#### **Art. 29. Allocation of profits and interim dividends.**

##### 29.1 Allocation of profits

The annual general shareholders' meeting shall vote on the allocation of the net profits of the last financial year (as proposed by the board of directors), determined on the basis of the annual accounts as at the last day of the previous financial year, in compliance with the legislation in force. The Company shall distribute the net profits in function of the decision of the general shareholders' meeting resolving on the allocation of the Company's profits.

The general shareholders' meeting can decide (i) to distribute to the shareholders holding Dis shares their part in the net profits from the investments and the realised or unrealised capital gains, after having therefrom deducted the realised or unrealised capital losses and (ii) to capitalise the corresponding amounts that accrue to the Cap shares. In case no Dis or Cap Share Classes were created, the general meeting of shareholders (or as the case may be, of the Compartment) may freely decide to distribute or capitalise the net profits, unless the investment policy of the Compartment concerned stipulates otherwise.

Every resolution on the distribution of the revenue of a Compartment to the shareholders of that Compartment requires the approval of the shareholders of said Compartment.



The dividends and interim dividends that are distributed to the shareholders shall be paid on the date and place determined by the board of directors. The board of directors shall designate the institutions that are charged with the distribution of the dividends to the shareholders.

The board of directors may decide to offer the shareholders the possibility to reinvest their dividends as of their validation of expenditure for a period which shall be determined by the board of directors and this without any subscription commission being due.

The board of directors shall suspend the payment of dividends related to financial instruments that are held by an investor who should be considered as an unauthorised person pursuant to article 9 above.

#### 29.2 Interim dividends

The board of directors has the power to distribute an interim dividend on the profits of the on-going accounting year, subject to compliance with applicable law.

The board of directors is furthermore authorised to distribute interim dividends to the shareholders holding Dis shares, while capitalising the corresponding amount for the shareholders holding Cap shares.

**Art. 30. Control.** The control of the financial situation, the annual accounts and the regularity of the transactions to be reported in the annual accounts is conferred to one or more statutory auditors. The statutory auditors shall exercise their control in accordance with the Companies Code and the Act of 3 August 2012 on certain forms of collective management of investment portfolios. The statutory auditors are appointed by the general shareholders' meeting from among the members of the Institute of Chartered Accountants, which have been approved by the Financial Services and Markets Authority in accordance with the Regulation of 21 February 2006 (regardless of the category in which they are listed on the list published under this regulation).

The statutory auditors shall be appointed for a renewable term of three years. The general shareholders' meeting can only dismiss them for justified reasons, at the risk of liability for damages.

### Chapter VII. Dissolution - Liquidation - Reorganisation

**Art. 31. Dissolution and liquidation of the Company.** The Company may at any time be dissolved by a decision of the general shareholders' meeting deciding with the quorum and majority provided for by article 18 of the articles of association. The board of directors may at any time propose to the shareholders to dissolve and liquidate the Company.

If the share capital falls below the minimum share capital indicated in article 6 above, the question of the dissolution and liquidation of the Company will be discussed during a meeting of the board of directors. If appropriate, the board of directors shall convene a general shareholders' meeting within a period of forty days from the finding that the net assets of the Company have fallen below the minimum share capital.

The liquidation will be carried out by one or several liquidators, natural or legal persons, who shall be appointed by the general shareholders' meeting. The general shareholders' meeting will determine their powers and remuneration.

The liquidation will take place in accordance with applicable law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights. If, at the end of the liquidation process, any amount that has not been claimed by the shareholders, it will be paid to the Deposit and Consignment Office ("Deposito- en Consignatiekas"), which shall keep them available to the shareholder concerned during the period provided by law.

#### **Art. 32. Liquidation and reorganisation of Compartments.**

##### 32.1 Liquidation

On the occurrence of special events outside its control (such as, without limitation, political, economic or military emergencies) or if the board of the directors were to conclude that a Compartment should be liquidated, in the light of conditions prevailing on the relevant financial market or other conditions (including conditions that may adversely affect the ability to act in an economically efficient manner and in consideration of the best interests of shareholders), the board of directors may propose to the shareholders to liquidate the Compartment. The Compartment may be liquidated by decision of the general meeting of that Compartment deciding with the quorum and majority required to amend the articles of association. The liquidation procedure applicable to the Company will apply mutatis mutandis.

##### 32.2 Merger

The board of directors may propose to merge a Compartment with one or more Compartments (i) if the net asset value of the Compartment is less than the amount mentioned in the investment memorandum or (ii) upon the occurrence of special events outside its control such as, without limitation, political, economic or military emergencies or (iii) if the board of directors were to conclude that the Compartment should be merged, in the light of conditions prevailing on the relevant financial market or other conditions (including conditions that may adversely affect the ability to act in an economically efficient manner and in consideration of the best interests of shareholders).

The general meetings of the concerned Compartments, deciding with the quorum and majority required for amendments to the articles of association, shall decide on the merger proposal of the board of directors.

The board will ensure that all applicable laws and regulations are respected.

##### 32.3 Demerger

If the board of directors determines that a change in the economic or political situation would justify the reorganisation of a Compartment through a demerger into two or more Compartments, it may propose such a demerger to the general meeting of that Compartment.

The general meeting of the Compartment concerned, deciding with the quorum and majority required for amendments to the articles of association, shall decide on the demerger proposal of the board.

The board will ensure that all applicable laws and regulations are respected.

### Chapter VIII. General provisions

**Art. 33. Investment memorandum.** An investment memorandum shall be drawn up by the Company. The investment memorandum shall contain the information to be provided to the shareholders in accordance with these articles of association and applicable law.

If there is more than one active Compartment, the Company shall include the required information with respect to each Compartment in the investment memorandum. The Company can also issue a separate investment memorandum for each Compartment.

In case there would a conflict between the provisions of the investment memorandum and the provisions of these articles of association, these articles shall prevail.

#### Art. 34. Applicable law and jurisdiction.

These articles of association and the Company are governed by Belgian law. Belgian law shall also apply to the legal relationships between the shareholders and the Company. For all disputes relating to the affairs of the Company between the Company, the Management Company, the Depositary, the shareholders, the directors, the statutory auditors and the liquidators, exclusive jurisdiction is granted to the courts of the place of the registered office of the Company, unless the Company expressly agreed otherwise."

The Meeting noted that Belgian articles of association of the Company will be drafted in Dutch, as is required in order to ensure compliance with Belgian law.

In view of the foregoing, the Meeting resolves unanimously to adopt the new articles of association and expressly acknowledges and accepts that the Belgian articles of association will be drafted in Dutch.

Acknowledging the amendments to the investment memorandum

The Meeting noted that pursuant to the Transfer, various amendments will have to be made to the investment memorandum of the Company in order to comply with Belgian law.

The Meeting hereby considered the text of the amended investment memorandum which is attached hereto as Annex 3.

In view of the foregoing, the Meeting wishes to acknowledge and accepts the amended investment memorandum.

Resignation and appointment of directors

The Meeting acknowledges and accepts the resignation of all the directors of the Company pursuant to the resignation letters sent by the directors on May 31<sup>st</sup>, 2013 attached hereto as Annex 4, such resignation being effective as from the completion of the Transfer. The Meeting thanks the directors for their endeavours for the Company and confirms that the resignation is not untimely. In addition, the Meeting wishes to grant discharge to the former directors for the performance of their mandates.

For the avoidance of any doubt, the Meeting confirms that the members of the investment committee (who were appointed by the shareholders in accordance with article 6 of the Articles, future article 22.3 of the new articles of association in accordance with Belgian law), Mr Andreas Drabert and Mr Jörg Weber, will not resign. The Meeting confirms their mandates as member of the investment committee of the Company. They shall remain members of the investment committee of the Company up until the ordinary general shareholders' meeting to be held in 2016, unless otherwise decided upon by the general shareholder's meeting.

The Meeting appoints the following persons as director (the "Directors") of the Company, subject to the conditions precedent of approval by the extraordinary general shareholders' meeting to be held in Belgium on 31 May 2013 and the deposition at the Registry of the competent Commercial Court in Belgium of the articles of association adopted in accordance with Belgian law:

(i) Mr Alexandre Deveen born at Ukkel, Belgium on 2 August 1965, with residence at Gustaaf Ponchastraat 22, B-1760 O.L.V. Lombeek, Belgium;

(ii) PAMECO Consult SPRL, a company incorporated and existing under the law of Belgium, with its registered office at Rue de Duc 55, 1150 Sint-Pieters-Woluwe, Belgium and registered at the Crossroads Bank of Enterprises under number RLP (Brussels) 0838.760.780;

(iii) SIGMA Consult BVBA, a company incorporated and existing under the law of Belgium, with its registered office at Linkebeeksedreef 29, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgium and registered at the Crossroads Bank of Enterprises under number RLP (Brussels) 0480.274.516; and

(iv) Mrs Renate Hauschwitz born at Aarau, Germany on 11 August 1956, with residence at Isarstr. 5A, Wolfratshausen, Germany.

Foreign directors will have their address of service at the seat of the Company.

The Meeting acknowledges that PAMECO Consult SPRL has appointed Mr Paul Mestag born at Etterbeek, Belgium on 10 July 1951, with residence at Rue du Duc 55, 1150 Sint-Pieters-Woluwe, Belgium as its permanent representative, who is responsible for exercising the mandate as director of the Company in the name and on behalf of PAMECO Consult SPRL.

The Meeting acknowledges that SIGMA Consult BVBA has appointed Mr Jean van Caloen de Basseghem born at Tokyo on 11 February 1954, with residence at Linkebeeksedreef 29, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgium as its permanent representative, who is responsible for exercising the mandate as director of the Company in the name and on behalf of SIGMA Consult BVBA.

The mandate of Mrs Renate Hauschwitz as Director will not be remunerated, whereas the remuneration of Mr Alexandre Deveen, PAMECO Consult SPRL and SIGMA Consult BVBA has been determined at EUR 12,000 per director per year. The mandates of all Directors will expire at the ordinary general shareholder's meeting to be held in 2019 approving the annual accounts concerning the financial year 2018, unless otherwise decided upon by the general shareholder's meeting.

Resignation and appointment of the statutory auditor of the Company

The Meeting acknowledges and accepts the resignation of the Company's statutory auditor pursuant to the resignation letter sent by the statutory auditor on 31 May 2013 attached hereto as Annex 5, such resignation being effective as from the completion of the Transfer. In addition, the Meeting wishes to grant discharge to the statutory auditor for the performance of its mandate.

Subject to the conditions precedent of approval by the extraordinary general shareholders' meeting to be held in Belgium on 31 May 2013 and the deposition at the Registry of the competent Commercial Court in Belgium of the articles of association adopted in accordance with Belgian law, the Meeting appoints as statutory auditor of the Company, KPMG Bedrijfsrevisoren BV CVBA a company incorporated and existing under the laws of Belgium, with its registered office at Nijverheidstraat 44, 1040 Brussels, Belgium, registered with the Crossroads Bank for Enterprises under number (RPR Brussels) 0419.122.548 that will be represented by its permanent representative Mr Eric Clinck, who is responsible for exercising the mandate in the name and on behalf of the statutory auditor.

The Meeting acknowledges that KPMG Bedrijfsrevisoren BV CVBA has been approved by the Belgian Financial Services and Markets Authority in accordance with the Belgian Regulation of 21 February 2006 (regardless of the category in which they are listed on the list published under this regulation) and can thus validly be appointed as statutory auditor of the Company.

The mandate is granted for a period of three years which shall end during the ordinary general shareholder's meeting to be held in 2016 approving the annual accounts concerning the financial year 2015. The remuneration has been determined at an amount of EUR 7,000, excluding VAT and subject to yearly indexation.

Appointment of a tax representative in Luxembourg

Pursuant to article 89 of the Luxembourg General Tax Act ("Loi Générale des Impôts") a tax representative of the Company in Luxembourg must be appointed. Such tax representative is responsible for receiving all notices addressed to the Company by the Direct Tax Administration of Luxembourg ("Administration des Contributions Directes du Grand-Duché de Luxembourg").

The Meeting wishes to appoint Mr Johan De Bruycker, lawyer of Altius Luxembourg, with registered office at rue de la Vallée 44, 2661 Luxembourg, as tax representative for the Company in Luxembourg. The tax representative shall liaise with the directors for all matters relating to Luxembourg after the Transfer has been completed.

In light of the above and after due and careful consideration, the Meeting unanimously took the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting decides to:

- (i) transfer the Company's head office and registered office from Boulevard Konrad Adenauer 2, L-115 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg to Havenlaan 86c, box 320, 1000 Brussels, Belgium;
- (ii) to adopt the Belgian nationality resulting in the applicability of Belgian law; and
- (iii) to become an institutional investment company with variable capital under the legal form of a Belgian public limited liability company.

This resolution is subject to the conditions precedent of approval by the extraordinary general shareholders' meeting to be held in Belgium on May 31<sup>st</sup>, 2013 and the deposition at the Registry of the competent Commercial Court in Belgium of the articles of association adopted in accordance with Belgian law.

*Second resolution*

The Meeting declares that it is aware of the Special Redemption Right and expressly and irrevocably waives this Special Redemption Right.

*Third resolution*

The Meeting approves and adopts the new articles of association in accordance with Belgian law and expressly acknowledges and accepts that the Belgian articles of association will be drafted in Dutch.

This resolution is subject to the conditions precedent of approval by the extraordinary general shareholders' meeting to be held in Belgium on May 31<sup>st</sup>, 2013 and the deposition at the Registry of the competent Commercial Court in Belgium of the articles of association adopted in accordance with Belgian law.

The meeting furthermore accepts the amended investment memorandum attached hereto as Annex 3.

*Fourth resolution*

The Meeting then acknowledges the resignation of all directors of the Company pursuant to the resignation letters sent by the directors attached hereto as Annex 4, such resignation being effective as from May 31<sup>st</sup>, 2013, and grants discharge to these directors for the performance of their mandates.

For the avoidance of any doubt, the Meeting confirms that the members of the investment committee (who were appointed by the shareholders in accordance with article 6 of the Articles, future article 22.3 of the new articles of association in accordance with Belgian law), Mr Andreas Drabert and Mr Jorg Weber, will not resign. The Meeting confirms their mandates as member of the investment committee of the Company. They shall remain members of the investment committee of the Company up until the ordinary general shareholders' meeting to be held in 2016, unless otherwise decided upon by the general shareholder's meeting.

This resolution is subject to the conditions precedent of approval by the extraordinary general shareholders' meeting to be held in Belgium on May 31<sup>st</sup>, 2013 and the deposition at the Registry of the competent Commercial Court in Belgium of the articles of association adopted in accordance with Belgian law.

*Fifth resolution*

The Meeting appoints the following persons as director of the Company:

(i) Mr Alexandre Deveen born at Ukkel, Belgium on 2 August 1965, with residence at Gustaaf Ponchastraat 22, B-1760 O.L.V. Lombeek, Belgium;

(ii) PAMECO Consult SPRL, a company incorporated and existing under the law of Belgium, with its registered office at Rue du Duc 55, 1150 Sint-Pieters-Woluwe, Belgium and registered at the Crossroads Bank of Enterprises under number RLP (Brussels) 0838.760.780;

(iii) SIGMA Consult BVBA, a company incorporated and existing under the law of Belgium, with its registered office at Linkebeeksedreef 29, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgium and registered at the Crossroads Bank of Enterprises under number RLP (Brussels) 0480.274.516; and

(iv) Mrs Renate Hauschwitz born at Aarau, Germany on 11 August 1956, with residence at Isarstr. 5A, Wolfratshausen, Germany.

Foreign directors will have their address of service at the seat of the Company.

The Meeting acknowledges that PAMECO Consult SPRL has appointed Mr Paul Mestag born at Etterbeek, Belgium on 10 July 1951, with residence at Rue du Duc 55, 1150 Sint-Pieters-Woluwe, Belgium as its permanent representative, who is responsible for exercising the mandate as director of the Company in the name and on behalf of PAMECO Consult SPRL.

The Meeting acknowledges that SIGMA Consult BVBA has appointed Mr Jean van Caloen de Basseghem born at Tokyo on 11 February 1954, with residence at Linkebeeksedreef 29, 1640 Sint-Genesius-Rode, Belgium as its permanent representative, who is responsible for exercising the mandate as director of the Company in the name and on behalf of SIGMA Consult BVBA.

The mandate of Mrs Renate Hauschwitz as Director will not be remunerated, whereas the remuneration of Mr Alexandre Deveen, PAMECO Consult SPRL and SIGMA Consult BVBA has been determined at EUR 12,000 per director per year. The mandates of all Directors will expire at the ordinary general shareholder's meeting to be held in 2019 approving the annual accounts concerning the financial year 2018, unless otherwise decided upon by the general shareholder's meeting.

This resolution is subject to the conditions precedent of approval by the extraordinary general shareholders' meeting to be held in Belgium on May 31<sup>st</sup>, 2013 and the deposition at the Registry of the competent Commercial Court in Belgium of the articles of association adopted in accordance with Belgian law.

*Sixth resolution*

The Meeting acknowledges the resignation of the mandate of the statutory auditor of the Company pursuant to the resignation letter sent by the statutory auditor attached hereto as Annex 5, such resignation being effective as from May 31<sup>st</sup>, 2013, and grants discharge to the statutory auditor for the performance of its mandate.

This resolution is subject to the conditions precedent of approval by the extraordinary general shareholders' meeting to be held in Belgium on May 31<sup>st</sup>, 2013 and the deposition at the Registry of the competent Commercial Court in Belgium of the articles of association adopted in accordance with Belgian law.

*Seventh resolution*

The Meeting appoints as statutory auditor of the Company, KPMG Bedrijfsrevisoren BV CVBA a company incorporated and existing under the laws of Belgium, with its registered office at Nijverheidstraat 44, 1040 Brussels, Belgium, registered with the Crossroads Bank for Enterprises under number (RPR Brussels) 0419.122.548 that will be represented by its permanent representative Mr Eric Clinck, who is responsible for exercising the mandate in the name and on behalf of the statutory auditor.

The mandate has been granted for a period of three years which shall end at the ordinary general shareholder's meeting to be held in 2016 approving the annual accounts concerning the financial year 2015. The remuneration has been determined at an amount of EUR 7,000 excluding VAT and subject to yearly indexation.

This resolution is subject to the conditions precedent of approval by the extraordinary general shareholders' meeting to be held in Belgium on May 31<sup>st</sup>, 2013 and the deposition at the Registry of the competent Commercial Court in Belgium of the articles of association adopted in accordance with Belgian law.

*Eighth resolution*

The Meeting appoints, in accordance with article 89 of the Luxembourg General Tax Law, Mr Johan De Bruycker, lawyer of Altius Luxembourg, with registered office at rue de la Vallée 44, 2661 Luxembourg, as tax representative of the Company in Luxembourg.

Furthermore the Meeting authorises each director, with power to act individually, to perform all necessary acts in order to carry out and give effect to the resolutions set out above.

Mr Johan De Bruycker and Mr Matthieu Chambon, are each authorised with power to act individually and with power of substitution, to perform all necessary acts for the purposes of deregistering the Company from the Luxembourg Trade and Companies Register, Striking of the Luxembourg VAT-number and Social Security-number of the Company as from the completion of the Transfer and to do anything which any of them considers in his or her absolute discretion to be necessary, desirable or appropriate (the execution of the documents to which the Company is a party being conclusive evidence of such approval).

Mr Johan De Bruycker, Mr Matthieu Chambon, Mr Niels Watzeels and Mr Wim Legrand on behalf of the Company (each an "Attorney"), are each authorised with power to act individually and with power of substitution, to perform all necessary acts for the purposes of fulfilling all the registration and filing formalities in relation to the aforementioned resolutions, and any other thing in connection with the aforementioned resolutions on behalf of the Company (including filings and other formalities with the Commission de Surveillance du Secteur Financier) and to do anything which any of them considers in his or her absolute discretion to be necessary, desirable or appropriate (the execution of the documents to which the Company is a party being conclusive evidence of such approval).

Each Attorney is authorised to act individually and represent the Company in relation to the registration and filing formalities regarding the aforementioned resolutions. This authorisation includes that each Attorney may do all such acts as any of them in his or her discretion may deem necessary or desirable in order to carry out and give effect to the resolutions set out above.

There being no further business, the Meeting is closed.

*Estimated costs*

The aggregate amount of costs, remunerations or expenses which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately four thousand euro (EUR 4,000).

WHERE OF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, said persons appearing signed together with us, Notary, the present original deed.

Signé: M. Chambon, C. Petit, G. Saggi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 juin 2013. Relation: LAC/2013/25022. Reçu douze euros (EUR 12,-).

*Le Receveur (signé): Irène THILL.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2013.

Référence de publication: 2013076306/1115.

(130094760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

---

**Centrum Saint Petersburg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 135.489.

—  
**EXTRAIT**

En date du 30 mai 2013, les associés ont pris les résolutions suivantes:

1) La démission de M. Ivo Hemelraad et de Mme Marta Ventura en tant que gérants C de la Société est acceptée avec effet au 31 mai 2013

2) La nomination de:

- M. Giovanni La Forgia, né à Bari, Italie, le 24 Octobre 1982, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg,

- M. Laurent Baucou, né à Pau (France), le 9 Janvier 1984, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg,

en tant que gérants C est acceptée avec effet au 31 mai 2013 pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013076299/19.

(130094044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2013.

---

**BB Investissement S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 85.965.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BB INVESTISSEMENT S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013074081/11.

(130091517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**BEA Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 68.116.

—  
Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013074083/10.

(130091599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**Benelux Centres Commerciaux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 32.531.

—  
Le bilan au 31/03/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2013.

Référence de publication: 2013074086/10.

(130091790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---



**Danske Invest SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 161.867.

L'Assemblée Générale Ordinaire de DANSKE INVEST SICAV qui s'est tenue le 16 Avril 2013 a pris note du non renouvellement du mandat de:

Monsieur BISGAARD Johnny Nørhave 13, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg

Et a décidé de nommer:

Monsieur BAK Henrik, 17 Parallevej, 2800 Kongens Lyngby, Danemark.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur MIKKELSTRUP Robert Bruun (Président) 17 Parallevej, 2800 Kongens Lyngby, Danemark.

- Monsieur BAK Henrik, 17 Parallevej, 2800 Kongens Lyngby, Danemark.

- Monsieur EBERT Klaus 13, rue Edward Steichen L-2450 Luxembourg,

jusqu'à la prochaine assemblée d'actionnaires qui se tiendra en 2014.

L'Assemblée Générale Ordinaire a renouvelé le mandat de DELOITTE Audit S.à r.l., 560, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg jusqu'à la prochaine assemblée d'actionnaires qui se tiendra en 2014.

*Pour DANSKE INVEST SICAV*

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013074176/23.

(130091995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**CXI Communications S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 153.324.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juin 2013.

Référence de publication: 2013074166/10.

(130091326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**Comura S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 44.193.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 29 mai 2013*

*Quatrième résolution*

L'Assemblée décide d'élire Administrateurs:

Madame Dominique EXPERT

Monsieur Rémi PENDARIES-ISSAURAT

Madame Sophie VANDEVEN,

Leur mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

*Cinquième résolution*

L'Assemblée décide, conformément aux dispositions de l'article 100 de la loi modifiée du 6 décembre 1991, de nommer Réviseur Indépendant de la société:

DELOITTE AUDIT

560, rue de Neudorf

L-2220 Luxembourg

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

*Pour la société COMURA S.A.*

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013074153/25.

(130091316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**Direct Marketing Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 16, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 60.568.

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 mai 2013 à 17h00

- le siège social et les bureaux sont déplacés vers l'adresse 16 avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, Luxembourg

à effet du 1<sup>er</sup> juin 2013;

- a été nommé commissaire aux comptes CRT REGISTER (AMSTERDAM) LIMITED, Companies House Cardiff No. 06090931, ayant son siège social 122-126 Tooley Street, SE1 2TU London, Royaume-Uni,

à effet rétroactif du 13 avril 2013 et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015

en remplacement de CRT REGISTER INTERNATIONAL SA.

DIRECT MARKETING SERVICES SA

Anton M.A.M. VAN KREIJ

*Administrateur-délégué*

Référence de publication: 2013074186/19.

(130091411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**Atelier d'Architecture Beng, Société Anonyme.**

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 12, avenue du Rock'n'Roll.

R.C.S. Luxembourg B 93.259.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Fiduciaire WBM

*Experts comptables et fiscaux*

Signature

Référence de publication: 2013074087/13.

(130091880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**Bay Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 92.453.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour BAY INVEST S.A.*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013074080/11.

(130091402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**Beteris S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 136.702.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

BETERIS S.A.

Signature

Référence de publication: 2013074089/12.

(130091622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**Beteris S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 136.702.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 4 juin 2013*

L'Assemblée Générale accepte la démission de Madame Catherine Peuteman en tant qu'administrateur avec effet au 23 avril 2013.

L'Assemblée Générale décide de reconduire les mandats d'administrateurs de Madame Claudia Herber, Monsieur Jean Lambert et Monsieur Patrice Yande venant à échéance lors de cette assemblée générale annuelle jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2018.

L'Assemblée Générale décide de reconduire le mandat du commissaire aux comptes Exaudit S.A. venant à échéance lors de cette assemblée générale annuelle jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2018.

Extrait sincère et conforme

BETERIS S.A.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013074088/18.

(130091621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**C.G. Consulting, Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 102.188.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 6 juin 2013*

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Monsieur Gerard van Hunen, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Monsieur Michel van Krimpen, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 6 juin 2013.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013074109/18.

(130091783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**Casan S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 72.451.

—  
Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 2 juin 2013 que Monsieur Lou Huby, directeur honoraire de la C.E. e.r., avec adresse professionnelle à L - 1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont a été coopté en fonction d'administrateur en remplacement de Madame Sandra Bortolus, démissionnaire.

Luxembourg, le 2 juin 2013.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2013074133/14.

(130091741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**L.F.A. Hold A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 68.133.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 4 juin 2013*

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

*Administrateurs de catégorie A:*

- Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg;

- Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg;

*Administrateur de catégorie B:*

- Monsieur Willi GERBAULET, administrateur, demeurant au 66, Karlavägen, S-11459 Stockholm, Président.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2013:

- Madame Ingela GERBAULET, demeurant au 66, Karlavägen, S-11459 Stockholm.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2013.

Référence de publication: 2013074383/22.

(130091512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**K.E. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8440 Steinfort, 55, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 23.573.

—  
Il est porté à la connaissance des tiers que le mandat de gérant de Monsieur Charles Kieffer a cessé suite au décès de ce dernier le 3 avril 2013.

Par conséquent, Monsieur Charles Kieffer ne fait plus partie de la gérance de KE S.à.r.l. depuis cette date.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Steinfort, le 6 juin 2013.

Référence de publication: 2013074373/13.

(130091355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**Jl Energy S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 174.855.

—  
Il résulte des lettres datées du 6 juin 2013 que Monsieur Eddy DÔME et Mlle Aline MIQUEL ont démissionné avec effet immédiat de leurs fonctions d'administrateurs de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2013.

*Pour la Société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013074369/13.

(130091999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**Joal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 125.598.

—  
Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 6 juin 2012.

Référence de publication: 2013074370/10.

(130091372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**Beyla Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 144.480.

---

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale statutaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 21 mai 2013*

Monsieur DE BERNARDI Alexis, Monsieur DE BERNARDI Angelo et VANGELISTI Antonio sont renommés administrateurs.

Monsieur DE BERNARDI Angelo est renommé Président du Conseil d'administration.

Monsieur REGGIORI Robert est renommé commissaire aux comptes.

Les nouveaux mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2016.

Pour extrait sincère et conforme

BEYLA INVESTMENTS S.A.

Alexis DE BERNARDI

Administrateur

Référence de publication: 2013074829/18.

(130092804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

---

**Bridgepoint Europe IV Investments (2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 159.334.

---

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2013.

Référence de publication: 2013074822/10.

(130092254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

---

**Brixton Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.738.

---

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 23 janvier 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 22 février 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013074823/13.

(130092344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

---

**Brookwood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 145.929.

---

Les comptes annuels au 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 31 mai 2013.

Référence de publication: 2013074824/10.

(130092166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

---

**Kipanya S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 159.148.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013075787/9.

(130093539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2013.

**Imagine Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 117.964.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée des associés tenue le 24 mai 2013*

«L'Assemblée nomme KPMG Luxembourg, 9, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg, réviseur d'entreprises indépendant de la société jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes au 31 décembre 2013.»

*Pour la société IMAGINE FINANCE Sarl*

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013075760/12.

(130093448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2013.

**Invision S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 95.141.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société tenue en date du 1<sup>er</sup> juin 2013, que:  
- Le siège social de la société a été transféré, avec effet immédiat, du 18, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 25C, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2013.

Pour extrait conforme

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2013075771/15.

(130093688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2013.

**INFICO International Finance and Investment Company S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.  
R.C.S. Luxembourg B 38.545.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 13 juin 2011*

*Deuxième résolution*

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire étant arrivés à échéance à l'issue de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de renouveler avec effet immédiat le mandat d'administrateur de:

- Monsieur Mohamadou Abbo OUSMANOU, administrateur-délégué, né le 01.01.1936 à Ngaoundere, République du Cameroun, résidant n° 312 - 0000 Ngaoundere, République du Cameroun

- Madame Soumayata OUSMANOU, sans profession, née le 16.07.1963 à Ngaoundere, République du Cameroun, résidant n° 312 - 0000 Ngaoundere, République du Cameroun

- Madame Roukayahtou OUSMANOU, née le 27.08.1971 à Ngaoundere, République du Cameroun, résidant n° 312 - 0000 Ngaoundere, République du Cameroun

- Monsieur Ahmadou Badawyou OUSMANOU, né le 31.12.1973 à Ngaoundere, République du Cameroun, résidant n° 312 - 0000 Ngaoundere, République du Cameroun

ainsi que celui de Commissaire de la société AUDIEX S.A., ayant son siège social anciennement au 57, Avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg et transféré au 9, Rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, immatriculée au Registre du



Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 65.469, pour une nouvelle période de six ans jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle qui se tiendra en 2017.

L'Assemblée renouvelle également le mandat d'administrateur délégué à la gestion journalière des affaires de la société de Monsieur Mohamadou Abbo OUSMANOU, administrateur-délégué, né le 01.01.1936 à Ngaoundere, République du Cameroun, résidant n° 312 - 0000 Ngaoundere, République du Cameroun, pour une nouvelle période de six ans jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INFICO International Finance and Investment Company SA.  
Société Anonyme

Référence de publication: 2013075765/30.

(130093401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2013.

---

**Ivy Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 13-15, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 132.565.

---

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013075773/9.

(130093311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2013.

---

**J.P. Lasserre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2128 Luxembourg, 3, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 80.635.

---

Les associés se sont réunis le 22 mai 2013 pour acter ce qui suit:

*1<sup>ère</sup> Résolution:*

Les associés réunis acceptent la démission avec effet immédiat de Madame Bergantz-Potu Maryse, née le 19.02.1951 à Marseille (France), domiciliée à F-57190 Florange, 126 Grand-Rue, du poste de gérant technique de la société J.P. Lasserre S.à r.l..

*2<sup>ème</sup> Résolution:*

Les associés réunis acceptent la démission avec effet immédiat de Monsieur Jean-Pascal Lasserre, né le 29.09.1962 à Chaumont (France), domiciliée à L-3881 Schifflange, 8 Quartier Wendel, du poste de gérant administratif de la société J.P. Lasserre S.à r.l..

*3<sup>ème</sup> Résolution:*

Les associés réunis acceptent la nomination avec effet immédiat de Monsieur Jean-Pascal Lasserre, né le 29.09.1962 à Chaumont (France), domiciliée à L-3881 Schifflange, 8 Quartier Wendel, pour une durée indéterminée au poste de gérant technique de la société J.P. Lasserre S.à r.l..

Monsieur Jean-Pascal Lasserre pourra engager la société J.P. Lasserre S.à r.l. par sa seule signature.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2013.

Jean-Pascal Lasserre, 50 parts / Joël Schmit, 50 parts

*Les associés*

*Le bureau*

Jean-Pascal Lasserre / Claude Karp / Joël Schmit

*Président / Secrétaire / Scrutateur*

Référence de publication: 2013075774/28.

(130093130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2013.

---

**Intertravel Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 11-13, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 107.466.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Intertravel Sarl*

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013075770/11.

(130093716) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2013.

---

**Imagine Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 117.964.

---

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société IMAGINE FINANCE Sarl*

Référence de publication: 2013075761/10.

(130093449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2013.

---

**Index Me, Société Anonyme.**

Siège social: L-9638 Pommerloch, 19, route de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 174.261.

---

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire extraordinaire tenue au siège social en date du 11 juin 2013*

Après délibération, l'Assemblée prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

La démission de Monsieur Michaël LIGOT de ses mandats d'administrateur et d'administrateur-délégué est acceptée avec effet au 30 mai 2013.

En conséquence, le conseil d'administration est composé comme suit:

- Pierre WAMPACH, administrateur;
- La société anonyme de droit belge MANATHAN EVENTS & YACHTING, administrateur;
- Pierre de PRETER, administrateur et administrateur-délégué.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013075763/16.

(130093761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2013.

---

**INFICO International Finance and Investment Company S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 38.545.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INFICO, International Finance and Investment Company S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013075764/11.

(130093374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2013.

---

**INFICO International Finance and Investment Company S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 38.545.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INFICO, International Finance and Investment Company S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013075766/11.

(130093411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2013.

---

**HOS111 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 132.908.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire tenue le 13 juin 2013, la démission de l'Administrateur Mr Yves BIEWER a été acceptée.

En son remplacement, Mme Viviane HENGEL, 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a été nommée avec effet immédiat.

De plus, lors de cette même assemblée générale ordinaire, les mandats échus du Commissaire aux Comptes, AUDIT TRUST S.A., société anonyme, ayant son siège social au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg et des Administrateurs Messieurs Guy BAUMANN et Pii KETVEL ont été renouvelés.

Leur mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014.

Luxembourg, le 17.06.2013.

Pour: HOS111 S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2013078626/21.

(130097409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**HCA New Luxembourg 2, Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 173.728.

En date du 17 mai 2013, l'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Révocation de Martinus Cornelis Johannes Weijermans, du poste d'Administrateur;
- Nomination de Johannes Laurens de Zwart, né le 19 juin 1967 à 's-Gravenhage, Pays-Bas, et ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au poste d'Administrateur pour une durée indéterminée et avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HCA New Luxembourg 2

Johannes Laurens de Zwart

Administrateur

Référence de publication: 2013078611/17.

(130096584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**Hammerhead Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 145.022.

*Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique de la société en date du 7 juin 2013*

En date du 7 juin 2013, l'actionnaire unique de Hammerhead Investments S.A. («la Société») a pris les résolutions suivantes:

1. De nommer Anninos Georgios né le 19 décembre 1931 à Kefalonia, Grèce et ayant pour adresse professionnelle le 19.5 km, Markopoulou Avenue, Peania Attica, 190 02 en tant que administrateur de la Société avec effet immédiat et jusqu' à la date de l'Assemblée annuelle qui se tiendra en 2014
2. D'accepter la démission de Vasileios Vasdaris en tant que administrateur de la société avec effet immédiat;

Luxembourg, le 7 Juin 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2013078602/18.

(130097481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**Gulliver S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 172.221.

—  
EXTRAIT

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2013, Wise Management S.à r.l. a cédé toutes les parts sociales qu'elle détenait dans la Société à Eryck Rebbouh, né le 29 avril 1956 à Alger (Algérie) et résidant à 66, North Gate, Prince Albert Road, London, NW87EH.

La Société a accepté ladite cession à la même date.

En date du 13 juin 2013, l'associé unique de la société a pris les résolutions suivantes:

- La révocation du mandat de gérant de Wise Management S.à r.l.; et
- La nomination de Monsieur Patrice Gallasin né le 9 décembre 1970 à Villers-Semeuse (France) et demeurant professionnellement à 70, route d'Esch 1470 Luxembourg pour un mandat de gérant de la Société à durée indéterminée et avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013078600/19.

(130096896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**Hanota S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 8.800.

—  
Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013078610/9.

(130096887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**Heron Immobilier Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 148.011.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013078615/10.

(130097451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2013.

---

**PAH Luxembourg 1 Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 165.883.

—  
In the year two thousand and twelve, on the twenty ninth day of November.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

THERE APPEARED:

PFIZER CONTINENTAL HOLDINGS SARL, a limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 51 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 135007, represented by Me James MURPHY, attorney at law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on November 29, 2012.

Which proxy shall be signed "ne varietur" by the person representing the above named person and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The prenamed entity PFIZER CONTINENTAL HOLDINGS SARL, is the sole part holder in PAH LUXEMBOURG 1 SARL, incorporated on December 21, 2011, with registered office at 51 avenue J.F. Kennedy, L-1885 Luxembourg, re-

Signature.

gistered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 165883, published in the Mémorial C number 386, on February 14, 2012 (the "Company"), by deed of Maître Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to enact the following resolutions:

*First resolution*

The sole part holder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of FOURTEEN MILLION THREE HUNDRED THOUSAND U.S. DOLLARS (USD 14,300,000.-) to bring it from its present amount of TWENTY THOUSAND U.S. DOLLARS (USD 20,000.-) to the amount of FOURTEEN MILLION THREE HUNDRED TWENTY THOUSAND U.S. DOLLARS (USD 14,320,000.-) by the creation and the issue of FOURTEEN MILLION THREE HUNDRED THOUSAND (14,300,000) new shares having a par value of ONE U.S. DOLLARS (USD 1.-) each (the "New Shares"), having the same rights and obligations as the existing shares, together with total issue premium of ONE HUNDRED TWENTY EIGHT MILLION SEVEN HUNDRED THOUSAND U.S. DOLLARS (USD 128,700,000.-).

The aggregate contribution of (i) ONE HUNDRED FORTY THREE MILLION U.S. DOLLARS (USD 143,000,000.-) in relation to the New Shares is allocated as follows: (i) FOURTEEN MILLION THREE HUNDRED THOUSAND U.S. DOLLARS (USD 14,300,000.-) to the share capital of the Company and (ii) ONE HUNDRED TWENTY EIGHT MILLION SEVEN HUNDRED THOUSAND U.S. DOLLARS (USD 128,700,000.-) to the share premium account of the Company.

*Subscription*

PFIZER CONTINENTAL HOLDINGS SARL, prenamed, represented as stated hereabove has declared to subscribe for the FOURTEEN MILLION THREE HUNDRED THOUSAND (14,300,000) New Shares, and to pay them a total price of FOURTEEN MILLION THREE HUNDRED THOUSAND U.S. DOLLARS (USD 14,300,000.-) together with total issue premium of ONE HUNDRED TWENTY EIGHT MILLION SEVEN HUNDRED THOUSAND U.S. DOLLARS (USD 128,700,000.-) by a contribution in kind consisting of TWO (2) shares, with nominal amounts of TWENTY FIVE THOUSAND (EUR 25,000.-) (sequential number 1) and TEN THOUSAND EURO (EUR 10,000.-) (sequential number 2), in the capital of PFIZER ANIMAL HEALTH GERMANY GMBH, with registered office in Berlin, registered in the commercial register of the Local Court (Amtsgericht) of Charlottenburg under HRB 142640 ("PAH GmbH"). The shares in PAH GmbH shall hereinafter be referred to as the "Contributed Shares".

The above contribution in kind has been dealt with in a valuation statement issued by the management of the Company, which certifies that the total value of the contribution in kind is equal to the value of the New Shares issued in consideration for the Contributed Shares.

The said report, a copy of the list of the Contributed Shares, has been given.

*Effective implementation of the contribution:*

The Contributor, PFIZER CONTINENTAL HOLDINGS SARL here represented as stated hereabove, declares that:

- it is the sole full owner of the Contributed Shares and possessing the power to dispose of the Contributed Shares;
- the Contributed Shares are not encumbered with any pledge or usufruct, there exist no right to acquire any pledge or usufruct on the Contributed Shares;
- there exist no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of the Contributed Shares be transferred to it;
- according to the laws of Germany the Contributed Shares are freely transferable;
- all further formalities shall be carried out in the respective countries, that is to say in Luxembourg, in order to duly formalise the transfer and to render it effective anywhere and toward any third party.

*Second resolution*

The sole partner resolves to amend the first paragraph of article 7 of the by-laws of the Company in order to reflect such increase of capital, which now reads as follows:

**Art. 7. First paragraph.** "The corporate capital of the company is set at FOURTEEN MILLION THREE HUNDRED TWENTY THOUSAND U.S. DOLLARS (USD 14,320,000.-) divided into FOURTEEN MILLION THREE HUNDRED TWENTY THOUSAND (14,320,000) shares having a par value of ONE U.S. DOLLAR (USD 1.00) each."

*Valuation - Costs*

The costs, expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the Company and charged to it by reason of the present deed are estimated at seven thousand euro (EUR 7,000.-).

Nothing else being on the agenda, the meeting is adjourned.

The appearing person, acting in her hereabove capacities, and in the common interest of all the parties, does hereby grant power to any employees of the law firm of the undersigned notary, acting individually, in order to enact and sign any deed rectifying the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing person, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille douze, le vingt-neuf novembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, soussigné.

#### **A COMPARU:**

PFIZER CONTINENTAL HOLDINGS SARL constituée suivant acte reçu par acte du notaire instrumentant en date du 18 décembre 2007, ayant son siège au 51 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 135007 (la «Société») représenté par Me James MURPHY, maître en droit, ayant sa résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en Luxembourg le 29 novembre 2012.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la personne représentant la partie comparante susnommée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

La société prénommée, PFIZER CONTINENTAL HOLDINGS SARL, est l'associé unique de PAH LUXEMBOURG 1 SARL, constituée suivant acte reçu par acte du Maître Paul BETTINGEN, en date du 21 décembre, 2011 ayant son siège au 51 avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 165883, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 386 du 14 février 2012 (la «Société») par acte du Maître Paul BETTINGEN notaire de résidence à Niederanven.

Laquelle personne comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentaire de documenter ce qui suit:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital souscrit de la Société par un montant de QUATORZE MILLIONS TROIS CENTS MILLE DOLLARS AMERICAINS (USD 14.300.000,-) pour le porter de son montant actuel de VINGT MILLE DOLLARS AMERICAINS (USD 20.000,-) à un montant de QUATORZE MILLIONS TROIS CENT VINGT MILLE DOLLARS AMERICAINS (USD 14.320.000,-) par l'émission de QUATORZE MILLIONS TROIS CENTS MILLE (14.300.000,-) de nouvelles parts sociales ayant une valeur D'UN U.S. DOLLAR (USD 1,00) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales»), ayant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, ensemble avec une prime d'émission de CENT VINGT-HUIT MILLIONS SEPT CENT MILLE DOLLARS AMERICAINS (USD 128.700.000,-).

L'apport total de CENT QUARANTE TROIS MILLIONS DOLLARS AMERICAINS (USD 143.000.000,-) relativement aux Nouvelles Parts Sociales est alloué comme suit: (i) QUATORZE MILLIONS TROIS CENTS MILLE DOLLARS AMERICAINS (USD 14.300.000,-) au capital social de la Société et (ii) CENT VINGT-HUIT MILLIONS SEPT CENT MILLE DOLLARS AMERICAINS (USD 128.700.000,-) au compte de prime d'émission de la Société.

#### *Souscription*

PFIZER CONTINENTAL HOLDINGS SARL, a déclaré souscrire toutes les QUATORZE MILLIONS TROIS CENTS MILLE (14.300.000,-) de nouvelles parts sociales et les libérer pour un prix total de QUATORZE MILLIONS TROIS CENTS MILLE DOLLARS AMERICAINS (USD 14.300.000,-) ensemble avec une prime d'émission de CENT VINGT-HUIT MILLIONS SEPT CENT MILLE DOLLARS AMERICAINS (USD 128.700.000,-), par un apport en nature consistant dans les DEUX (2) actions, avec une valeur nominale de VINGT-CINQ MILLE EURO (EUR 25.000,-) (numéro séquentiel 1) et DIX MILLE EURO (EUR 10.000,-) (numéro séquentiel 2) détenues par PFIZER CONTINENTAL HOLDINGS SARL dans la société PFIZER ANIMAL HEALTH GERMANY GMBH ayant son siège social à Berlin, inscrite au registre des entreprises de la cour de (Amtsgericht) Charlottenburg sous le numéro HRB 142640 «PAH GmbH». Les parts sociales apportés à PAH GmbH seront mentionnés ci-après comme les «Parts Apportés».

La preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature pour un montant total de CENT QUARANTE TROIS MILLIONS DOLLARS AMERICAINS (USD 143.000.000,-) a été produite par la délivrance d'un certificat d'évaluation daté du 29 novembre 2012 émis par la Société.

#### *Réalisation effective de l'apport*

L'Apporteur, PFIZER CONTINENTAL HOLDINGS SARL, précitée, ici représentée comme dit ci-avant, déclare que:

- il est le seul plein propriétaire de Parts Sociales apportées et possède les pouvoirs d'en disposer,
- les Parts Sociales apportées ne sont encombrées d'aucun gage ou usufruit et qu'il n'existe aucun droit aux fins d'acquérir un tel gage ou usufruit sur lesdites parts;



- il n'existe aucun droit de préemption ou d'autres droits en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit d'en acquérir une ou plusieurs;
- suivant le droit Allemand et les statuts de ladite société, les Parts Sociales apportées sont librement transmissibles;
- toutes autres formalités seront réalisées dans les Etats respectifs, à savoir au Luxembourg aux fins d'effectuer la cession et de la rendre effective partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

#### *Deuxième résolution*

L'associé unique décide alors de modifier le premier paragraphe de l'article 7 des statuts de la Société pour refléter l'augmentation de capital, lequel article sera comme suit:

**Art. 7. Premier paragraphe.** «Le capital social de la société est fixé à QUATORZE MILLIONS TROIS CENT VINGT MILLE DOLLARS AMERICAINS (USD 14.320.000, -) divisé en QUATORZE MILLIONS TROIS CENT VINGT MILLE (14.320.000,-) parts sociales ayant une valeur nominale d'UN DOLLAR AMERICAIN (USD 1.00) chacune.»

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte, sont évalués à sept mille euros (EUR 7.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

La personne comparante, es qualité qu'elle agit, agissant dans un intérêt commun, donne pouvoir individuellement à tous employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête et la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données à la personne comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, cette personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Murphy, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 4 décembre 2012. Relation: EAC/2012/16103. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

*Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.*

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013079758/153.

(130097876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

### **Mouzara S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 177.964.

#### — STATUTS

L'an deux mille treize,

le sept juin.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

«PROCEDIA S.à r.l.», une société à responsabilité limitée, constituée et existant sous le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange,

ici représentée par:

Madame Catherine DE WAELE, employée privée, avec adresse professionnelle au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange,

agissant en sa qualité de gérante de la prédite société avec pouvoir de signature individuelle.

Laquelle comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société anonyme de gestion de patrimoine familial (SPF) que la partie prémentionnée déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

#### **Titre I<sup>er</sup> . Dénomination, Siège social, Objet, Durée**

**Art. 1<sup>er</sup> .** Il est formé par l'actionnaire unique une société anonyme de gestion de patrimoine familial (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés com-

merciales, telle que modifiée et telles que complétées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») et par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de «MOUZARA S.A., SPF».

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune du siège social par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF").

La société ne peut avoir aucune activité commerciale.

Par actifs financiers au sens de la Loi, il convient d'entendre:

- (i) les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, et
- (ii) les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société n'est admise à détenir une participation dans une société qu'à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

La société est soumise au respect de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial «SPF».

## **Titre II. Capital, Actions**

**Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à DEUX MILLIONS EUROS (2'000'000.- EUR) représenté par deux cents (200) actions ordinaires d'une valeur nominale de DIX MILLE EUROS (10'000.- EUR) chacune.

Les actions sont détenues par les investisseurs plus amplement définis ci-après.

Est considéré comme investisseur éligible au sens de la Loi:

- a) une personne physique agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé ou
- b) une entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques ou
- c) un intermédiaire agissant pour le compte d'investisseurs visés sub a) ou b) du présent paragraphe.

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

Les titres émis par une SPF ne peuvent faire l'objet d'un placement public ou être admis à la cotation d'une bourse de valeur.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les actions de la société sont nominatives ou au porteur au choix des actionnaires.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, racheter ses propres actions.

## **Titre III. Administration**

**Art. 6.** En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

**Art. 7.** Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

**Art. 8.** Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il est spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'Administrateur Unique, tous ces pouvoirs seront réservés à cet Administrateur Unique.

**Art. 9.** Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

**Art. 10.** Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

**Art. 11.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

**Art. 12.** La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant aux moins dix pour cent du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

#### **Titre IV. Surveillance**

**Art. 13.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

#### **Titre V. Assemblée générale**

**Art. 14.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le 14 mai de chaque année à 11.00 heures.

Si ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

#### **Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 15.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et finit le 31 décembre de la même année.

**Art. 16.** L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

#### **Titre VII. Dissolution, Liquidation**

**Art. 17.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

#### **Titre VIII. Dispositions Générales**

**Art. 18.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF"), trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

##### *Dispositions transitoires*

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2014.

##### *Souscription et Libération*

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la partie comparante, la société «PROCEDIA S.à r.l.», prénommée, représentée comme mentionné ci-avant, déclare souscrire les deux cents (200) actions ordinaires.

Toutes les actions ont été intégralement libérées en numéraire, de sorte que la somme de DEUX MILLIONS EUROS (2'000'000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

##### *Constatation*

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 nouveau de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

##### *Frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ mille cinq cents euros.

##### *Résolutions de l'actionnaire unique*

La partie comparante préqualifiée, représentant la totalité du capital souscrit et agissant en tant qu'actionnaire unique de la société a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).
2. Sont nommés aux fonctions d'administrateurs:
  - a) Monsieur Frédéric Otto, administrateur de sociétés, né le 2 janvier 1959 à Paris, France, ayant son adresse professionnelle à 37A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
  - b) Monsieur Rudy Paulet, administrateur de sociétés, né le 6 janvier 1966 à Arlon, Belgique, ayant son adresse professionnelle à 37A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, et

c) Monsieur Gabriel JEAN, juriste, né à Arlon (Belgique), le 05 avril 1967, demeurant professionnellement au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange.

3. Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes:

la société «MARBLEDEAL LUXEMBOURG S.à r.l.», une société à responsabilité limitée soumise aux lois luxembourgeoises, établie et ayant son siège social au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 145 419).

4. Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2019.

5. Le siège social de la société est fixé au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange Grand-Duché de Luxembourg.

DONT ACTE, passé à Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la représentante de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec Nous le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: C. DE WAELE, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 juin 2013. Relation: EAC/2013/7516. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013079703/198.

(130098154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

---

**Cabot Financial (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 171.245.

En date du 6 Juin 2013, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de prolonger le mandat du réviseur d'entreprise Deloitte Audit Sàrl et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

- d'accepter la démission de Madame Kathryn O' SULLIVAN de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 17 mai 2013.

- de nommer Monsieur Duncan SMITH, né le 21 November 1963 à Lewes, Royaume-Uni, ayant l'adresse professionnelle suivante: Parc d'Activités Syrdall, 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, en tant que nouveau administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

- de prolonger le mandat d'administrateur de Audrey Lewis et Hugo Neumann et ce jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Le conseil d'administration de la Société est dès lors composé comme suit:

- Monsieur Hugo Neumann
- Madame Audrey Lewis
- Monsieur Duncan Smith

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 Juin 2013.

Cabot Financial (Luxembourg) S.A.

Malcolm Wilson

Mandataire

Référence de publication: 2013074110/26.

(130091500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**Cape North S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 146.128.

Par décision du Conseil d'Administration du 5 juin 2013

- Le siège social de la société CAP NORTH S.A. est transféré avec effet au 5 juin 2013 du 17 Rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Luxembourg, le 5 juin 2013.

Pour CAP NORTH S.A.

Référence de publication: 2013074131/12.

(130091475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**CBA Investment, Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 39.646.

L'Assemblée générale du 5 juin 2013 a pris acte de la démission des administrateurs actuels, à savoir:

- M. Henk SCHEFFER
- M. Christophe JACAMON
- M. Egbert JANSEN
- Mme Carole WINTERSDORFF

L'Assemblée générale a décidé de nommer comme nouveaux membres du Conseil d'administration:

- M. Genuino CHRISTINO
- M. Frédéric LANG
- M. Richard MINOR

tous avec adresse professionnelle au 24-26 boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg.

M. CHRISTINO, M. LANG et M. MINOR sont nommés pour une période de six (6) ans. Leur mandat viendra à expiration lors de l'Assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2019.

Nomination d'un délégué à la gestion journalière

Le Conseil d'administration a décidé de nommer Monsieur Thierry ROYER, avec adresse professionnelle au 6 rue André Campra, F-93200 Saint Denis, délégué à la gestion journalière, avec date d'effet au 5 juin 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juin 2013.

Référence de publication: 2013074135/24.

(130091378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

**Comptalux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 87.126.

*Extrait du procès verbal de l'assemblée générale de la société Comptalux S.A. tenue au siège de la société en date du 21 mai 2013*

Tous les actionnaires étant présents.

Les administrateurs décident:

- de renouveler le mandat d'administrateur de Messieurs Thierry BECKRICH et Axel LELEUX, ainsi que le mandat d'administrateur de la société COMPTAFISC S.A.; mandat qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale de 2017.

Le Conseil d'administration se compose des membres suivants:

Monsieur Thierry BECKRICH, né le 1<sup>er</sup> mai 1961 à Ixelles (Belgique) et domicilié au 50, rue Baillet à L - 6761 LATOUR.

Monsieur Axel LELEUX, né le 21 novembre 1961 à Ath (Belgique) et domicilié au 18, rue du Broueck à B - 1080 BRUXELLES.

La société COMPTAFISC S.A., immatriculée au Registre de Commerce Luxembourg sous le numéro B 81172 et dont le siège social se situe au 8, rue Théodore de Wacquant à L-3899 FOETZ

- de renouveler le mandat de l'administrateur délégué de Monsieur Thierry BECKRICH; mandat qui viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale de 2017.

La décision a été prise à l'unanimité.

Après cela, l'assemblée générale est déclarée comme terminée.

COMPTALUX S.A.

Thierry BECKRICH

Administrateur Délégué

Référence de publication: 2013074152/26.

(130091587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

**Collignon Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 101.830.

Le Bilan abrégé au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.



Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 07/06/2013.

Référence de publication: 2013074149/10.

(130091677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

---

**Crystal Carmine S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 150.125.

---

Conformément à l'article 51bis de la loi du 10 août 1915 sur les Sociétés Commerciales, la Société informe par la présente de la nomination de la personne suivante en tant que représentant permanent de son administrateur Luxembourg Corporation Company S.A.:

Mr. Fabio Spadoni, résidant professionnellement au 2-8 avenue Charles de Gaulle, L - 1653 Luxembourg, a été nommée en date du 31 Mai 2013 en tant que représentant permanent de Luxembourg Corporation Company S.A. avec effet au 31 Mai 2013.

Luxembourg, le 31 Mai 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

*Administrateur*

Fabio Spadoni

*Représentant permanent*

Référence de publication: 2013074865/18.

(130092327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

---

**Cole Objekt Theresienhöhe GmbH, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 152.059.

---

En date du 05 juin 2013, les associés de La Société ont les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Madame Pamela Valasuo, de son mandat de gérant de la Société avec effet au 31 mai 2013.

- Nomination de Monsieur Jean-Jacques Josset, né le 12 juin 1974 à Saint Quentin en France, ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de nouveau gérant de la Société avec effet au 31 Mai 2013 et pour une durée indéterminée.

- Nomination de Monsieur Jacob Mudde, né le 14 octobre 1969 à Rotterdam aux Pays-Bas, ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de nouveau gérant de la Société avec effet au 31 Mai 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2013.

*Pour la Société*

J.J. Josset

*Gérant*

Référence de publication: 2013074860/22.

(130092173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

---

**Cole Objekt Sossenheim GmbH, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège de direction effectif: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 152.058.

---

En date du 05 juin 2013, les associés de La Société ont pris les décisions suivantes:

- Acceptation de la démission de Madame Pamela Valasuo, de son mandat de gérant de la Société avec effet au 31 mai 2013.

- Nomination de Monsieur Jean-Jacques Josset, né le 12 juin 1974 à Saint Quentin en France, ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de nouveau gérant de la Société avec effet au 31 Mai 2013 et pour une durée indéterminée.

- Nomination de Monsieur Jacob Mudde, né le 14 octobre 1969 à Rotterdam aux Pays-Bas, ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de nouveau gérant de la Société avec effet au 31 Mai 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2013.

*Pour la Société*

J.J. Josset

*Gérant*

Référence de publication: 2013074859/22.

(130092593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

---

**Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1445 Strassen, 7, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 117.963.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 10 juin 2013.

Référence de publication: 2013074862/10.

(130092959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

---

**CBP Quilvest S.A., Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1445 Strassen, 7, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 117.963.

L'an deux mille treize, le quatre juin.

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'Assemblée générale extraordinaire de la société anonyme «Compagnie de Banque Privée Quilvest S.A.» en abrégé «CBP Quilvest S.A.», avec siège à L-1445 Luxembourg, 7, rue Thomas Edison, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.963, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 juin 2006, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations de Luxembourg sous le numéro 1705 du 13 septembre 2006.

Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg en date du 3 mai 2011, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 1803 du 8 août 2011.

La séance est ouverte à 14.30 heures sous la présidence de Monsieur Philippe VERFAILLIE, avec adresse professionnelle à L-1445 Strassen, 7, rue Thomas Edison.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire:

Monsieur Arnaud BRIAND, avec adresse professionnelle à L-1445 Strassen, 7, rue Thomas Edison.

L'Assemblée élit comme scrutateur:

Madame Stéphanie WLODARCZAK, avec adresse professionnelle à L-1445 Strassen, 7, rue Thomas Edison.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les trente-deux mille cinq cent trente-sept (32.537) actions d'une valeur nominale de mille euro (1.000.-EUR) chacune, représentant l'intégralité du capital social de trente-deux millions cinq cent trente-sept mille euros (32.537.000.-EUR), sont représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, tous les actionnaires ayant accepté de se réunir sans convocations écrites et déclarant avoir pris préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence, portant les signatures des mandataires des actionnaires représentés, ainsi que des membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement. Resteront pareillement annexés au présent acte les pouvoirs des actionnaires représentés.

II. Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1) Modification de l'article quatorze, point 14.1 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **14.1.** Le conseil d'administration est composé d'un maximum de quinze (15) membres.»

2) Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de son Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé son ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris les résolutions suivantes à l'unanimité des voix:

*Première résolution*

L'Assemblée générale décide de modifier l'article quatorze, point 14.1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

**Version anglaise:**

« **14.1.** The Board of directors is composed of a maximum of fifteen (15) members.»

**Version française:**

« **14.1.** Le conseil d'administration est composé d'un maximum de quinze (15) membres.»

*Frais*

Les dépenses, charges, frais, rémunérations de toute nature qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à la somme de 1.200.-euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Strassen.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ils ont tous signé la présente minute avec le notaire instrumentant.

Signé: VERFAILLIE, BRIAND, WLODARCZAK, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05/06/2013. Relation: EAC/2013/7146. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 10 juin 2013.

Référence de publication: 2013074861/59.

(130092701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

---

**Dafofin Five S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1468 Luxembourg, 16, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 77.982.

---

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société tenue en date du 28 mai 2013*

En date du 28 mai 2013, l'assemblée générale des actionnaires de la Société a pris la résolution de renouveler le mandat de Deloitte Audit en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale de la Société qui se tiendra en l'année 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juin 2013.

DAFOFIN FIVE S.A.

Signature

Référence de publication: 2013074906/15.

(130092420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2013.

---

**Conventum Asset Management, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 23.959.

---

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2013*

L'Assemblée reconduit le mandat du Réviseur d'Entreprises Deloitte Audit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Messieurs Antoine CALVISI, Pierre AHLBORN, Mario KELLER, Pit RECKINGER et Fernand REINERS.

L'Assemblée nomme comme nouveau membre du Conseil d'Administration Monsieur Nico THILL, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 14 boulevard Royal.

Le mandat des Administrateurs prendra fin à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice se terminant le 31 décembre 2013.

*Composition du Conseil d'Administration*

M. Antoine CALVISI	Président
résidant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 14 boulevard Royal.	
M. Pierre AHLBORN	Administrateur
résidant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 14 boulevard Royal	
M. Mario KELLER	Administrateur
résidant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 14 boulevard Royal	
M. Pit RECKINGER	Administrateur
résidant professionnellement à L-1340 Luxembourg, 2 place Winston Churchill	
M. Fernand REINERS	Administrateur
résidant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 14 boulevard Royal	
M. Nico THILL	Administrateur
résidant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 14 boulevard Royal	

*Réviseur d'Entreprises*

DELOITTE AUDIT,

ayant son siège social à L-2220 Luxembourg, 560 rue de Neudorf.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2013.

Référence de publication: 2013079310/34.

(130097884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

**Dose S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 85.188.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue au siège social de la société le 06 juin 2013 à 11 heures*

L'Assemblée décide de renouveler le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes.

Sont renommés Administrateurs:

Mr Alexis Kamarowsky, Directeur de sociétés, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg;

M. Federigo Cannizzaro di Belmontino, Directeur de sociétés, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg;

M. Jean-Marc Debaty, Directeur de société, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte-Croix, à L-1371 Luxembourg.

Est renommée Commissaire aux comptes:

Luxembourg International Consulting S.A. (Interconsult) avec siège social à L-1371 Luxembourg - 7, Val Sainte-Croix,

Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2019.

Luxembourg, le 06 juin 2013.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2013074190/23.

(130091940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.

**Daufagne S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 85.365.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013074178/9.

(130091344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2013.